

# l'humanité rouge

organe central du PCML



Tito :  
la passion de l'indépendance  
voir page 16

## RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ASSURÉ

NUMÉRO D'IMMATRICULATION

Né(e) le .....

NOM (en capitales d'imprimerie)  
(Pour les femmes mariées, indiqu...

Prénoms .....

Adresse : N° .....

Localité .....

Code postal .....

QUI

SALARIÉ : (2) Nom .....

DEMANDEUR D'EMPLOI .....

NON SALARIÉ : .....

AUTRE CAS .....

RETRAITÉ, PENSIONNÉ OU RENTIER : Précisez si vous êtes titulaire de plusieurs retraites, pensions ou rentes (1) OUI  NON

## RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE MALADE

S'agit-il d'un accident? (1) OUI  NON

Causé par un tiers? (1) OUI  NON

# INSECURITE

# SOCIALE

Son lien de parenté avec l'assuré .....

Son profession .....

... OUI  NON

MONTANT ULEZ-VOUS ÉTI ... 30 ... É ?

OU MOINS ... GLE ... PA ... ME ... STA ... BAN ... NEZ ... NTITULÉ D ... E COMPTE

Cpte Bancaire

N° .....

BANQUE .....

Agence de .....

AUTRE MODE DE PAIEMENT .....

(A l'exclusion de toute procuration à un tiers)

## Sommaire

ACTUALITES ..... p. 4 et 5

VIE OUVRIERE ..... p. 6 et 7  
 - Conférence syndicale mondiale de Belgrade  
 - Nettoyeurs du métro : la RATP a dû plier

DOSSIER ..... p. 8 et 9  
 - Immigrés sans-papiers, un trafic lucratif couvert en haut lieu

AVEC LE PARTI ..... p. 10  
 - Portrait : Max, des combats de la Libération aux heures d'aujourd'hui

CULTUREL ..... p. 11  
 - Crise ou réforme de l'histoire à l'école?

INTERNATIONAL ..... p. 12 et 13  
 - Iran-USA après le coup de Tabas  
 - 70 morts à Kaboul : le prix de l'amitié soviétique

VECU - PRATIQUE  
 FLASH ECONOMIE ..... p. 14

PARLONS-EN ..... p. 15  
 - Les années 80 vues par le PS

## Abonnez-vous à «l'Humanité rouge»-hebdo

1 mois : 15F	Soutien : 25F
3 mois : 45F	Soutien : 90F
6 mois : 90F	Soutien : 150F

### DEMANDE DE CONTACT

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM .....  
 Prénom .....  
 Lieu de travail .....  
 Adresse .....  
 Code postal .....

(A retourner à L'Humanité rouge - BP 201 - 75926 Paris Cedex 19)

## Souscription

### Sortir l'hebdo, c'est une bataille de tous les jours

Voilà un mois, il a fallu suspendre la parution du Quotidien du peuple, en raison de difficultés financières qui rendaient sa sortie plus aléatoire chaque jour.

Depuis la parution de la première presse marxiste-léniniste, celle de L'humanité nouvelle en 1965, les contraintes financières ont toujours pesé gravement dans la vie du journal. A plusieurs reprises dans le passé, la sortie de notre ancienne Humanité rouge hebdomadaire n'a tenu qu'à un fil, celui du soutien de ses lecteurs, de ses amis, celui de l'effort des militants. Ceci, même au temps du quotidien qui, pendant cinq années, n'a pu paraître que par la solidarité assidue des camarades et des amis du journal et du Parti, que par la souscription permanente.

Durant l'année qui s'est écoulée, les charges financières, charges fixes incompressibles des salaires et charges sociales, coût des matériaux (papier et produits divers), loyers, ont pesé plus lourdement encore dans le budget du journal et le déficit général s'est aggravé sensiblement, jusqu'à trente millions environ. L'effort commun des deux partis manifesté par la sortie du Quotidien du peuple en janvier n'a pas pu endiguer ce phénomène; les conditions financières difficiles de départ ont rendu très précaire sa parution, suspendue d'un commun accord avec le PCRM.

Ces difficultés, bien sûr, sont le reflet d'une situation politique d'ensemble, celle qui frappe la classe ouvrière dans sa vie quotidienne, par les coups qu'elle prend, le chômage, les bas salaires, les prix qui montent, les attaques contre la Sécurité sociale, les atteintes aux libertés syndicales et politiques. La presse communiste, qui n'existe que pour aider le combat des exploités, que pour servir les luttes contre Giscard-Barre-Ceyrac aujourd'hui et contre les menaces d'une guerre mondiale perpétrée par les deux superpuissances, n'échappe pas aux difficultés générales. Elle se ressent des interrogations, des doutes, du découragement, de la division, alors qu'elle a pour but unique de consolider les forces, de contribuer à refaire l'unité, à mener les combats contre la bourgeoisie, son Etat et les deux superpuissances. La bataille pour l'existence d'une presse communiste, au cœur des luttes, au service des luttes, prend toujours la forme d'une bataille financière. Pas exclusivement, bien sûr; il y

a aussi les batailles pour son amélioration, la qualité de ses articles, de sa présentation, pour sa diffusion, sa mise au service des travailleurs, cependant toujours liées à la survie financière pour une presse qui ne reçoit pas un sou des trusts et des puissances d'argent. Aujourd'hui encore. La suspension du quotidien a permis de stopper le déficit et de mettre en œuvre une politique progressive d'assainissement financier. Il nous faut peu à peu éponger les dettes, faute de quoi la participation à une presse quotidienne reste toujours inenvisageable, faute de quoi la sortie de l'hebdo est elle-même menacée. Une politique draconienne d'économie a été mise en place dans tous les domaines. Cela ne sera pas suffisant; pour tenir l'hebdo, pour assainir la situation financière, il faut l'aide financière des lecteurs du journal, des amis du Parti.

Or, nous avons besoin de cet hebdomadaire qui apporte soutien et explications dans la situation d'aujourd'hui, qui répond aux interrogations et aux doutes, qui contribue aux combats engagés. Il nous faut cet hebdo pour participer à la bataille pour le droit à la santé, pour les libertés démocratiques et syndicales, contre les dangers de guerre, en soutien aux peuples d'Afghanistan, du Cambodge, d'Iran, d'Erythrée. Il nous faut cet hebdo pour mener la bataille pour l'unité, l'unité d'action syndicale, l'unité des travailleurs dans tous leurs combats.

Voilà pourquoi l'aide financière à l'hebdo est aussi une aide politique des plus précieuses. Cette aide n'a pas cessé et la souscription, ces derniers temps, est encourageante. Poursuivons l'effort entrepris; pour fin juillet, il nous faut rassembler 10 millions; nous donnerons dans le prochain hebdo des éléments précis de nos comptes qui nécessitent cette somme.

Le Secrétariat du Comité central du PCML

Total précédent au 10/4/80

Sousc. au cours vente bim.  
 Supplément à réabonnement

Cellule Pierre Sénard  
 Supplément à réabonnement

CP Commune de Paris  
 CP  
 CP  
 CPR Centre

CP Colonel Fabien  
 Supplément à réabonnement

Montpellier 22 F  
 Bagnaux 4 F  
 Dreux 3 F  
 Bordeaux 1 100 F  
 Rennes 3 F  
 Grenoble 6 F  
 Remalard 5 F  
 Paris 5 F  
 Maurepas 6 F  
 Paris 720 F  
 Provence 1 670 F  
 La Source 602 F

504 F  
 Paris 1 130 F  
 Bordeaux 300 F  
 Vitrolles 55 F  
 Grenoble 40 F  
 Lyon 100 F  
 Roscoff 45 F  
 Lussan 5 F  
 Gard 110 F  
 Rennes 55 F  
 Lyon 735 F  
 Nantes 45 F  
 Lille 6 F  
 Epinay/Seine 60 F  
 La Courneuve 10 F

Nouveau total au 2/5/80

91 609 F

## Ceux qui n'ont rien appris...

Le 10 mai 1940, il y a 40 ans, l'armée hitlérienne lançait son offensive contre le territoire français. C'était le fruit d'années de reculs, de conciliation, d'abandons face aux ambitions nazies. L'esprit qui, à Munich, fit accepter l'occupation de la Tchécoslovaquie par Hitler, allait conduire, en juin 1940, à la capitulation puis à la collaboration avec l'occupant. L'offensive nazie fut l'ultime coup de force succédant à de nombreux autres dont le succès encouragea Hitler à aller chaque fois plus loin. Munich fut accepté au nom de la défense de la paix. Ceux qui dénonçaient la capitulation étaient baptisés fauteurs de guerre. Mais qui défendait réellement la paix? Ceux qui, en cédant à Hitler, lui dirent en fait : va plus loin? Ou ceux qui voulaient faire front et s'opposer ainsi au renforcement des forces hitlériennes? La logique du «moindre mal» aboutit à la guerre mondiale, à l'occupation de la France, aux millions de morts, victimes du nazisme.

Mais, revenons à nos jours.

A Kaboul, 65 écoliers et étudiants ont été tués ces derniers jours par les troupes d'occupation soviétiques et leurs collabos. Ils protestaient contre l'occupation de leur pays.

Pendant ce temps, le 1er mai, à Moscou, l'ambassadeur de France est un des rares diplomates à avoir assisté au défilé officiel. 1er mai, à Paris, un rassemblement pacifique devant l'ambassade d'URSS est interdit et dispersé par la police. Et tandis que l'URSS sème la mort en Afghanistan, les pays européens ont décidé de lui livrer des tonnes de beurre à un prix en dessous du cours. Le gouvernement français, face à l'invasion de l'Afghanistan, a choisi la voie de la conciliation et du dialogue avec les agresseurs. Ces derniers faits sont dans la lignée du refus du boycott des jeux de Moscou et des sanctions économiques contre l'URSS. Une telle politique conduit à la guerre. Brejnev sait maintenant qu'il peut aller plus loin encore. Il a pu juger la résistance de ceux qui gouvernent la France. De la Tchécoslovaquie en 1968 à l'Erythrée, en passant par le Cambodge, il a pu voir que l'audace agressive payait.

Au cœur de la logique capitulaire de ceux qui gouvernent la France, il y a la recherche du profit. N'espèrent-ils pas réaliser de gros profits avec l'immense marché de l'URSS? Ne cherchent-ils pas à profiter de la dégradation des rapports soviéto-américains pour renforcer leur présence économique en URSS?

Depuis 1940, la bourgeoisie française n'a rien appris. Comment le pourrait-elle d'ailleurs, elle qui, aujourd'hui comme hier, n'agit que selon la logique de ses intérêts exploités.

Pierre BURNAND

## l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques JURQUET. Rédacteur en chef : Pierre BURNAND.

Rédacteurs : Gilles Carpentier, Léon Cladel, Claude Dhalluin, Hervé Dastar, Rémi Dainville, Estelle Delmas, Serge Forest, Joël Fabien, Michel Lopez, Catherine Lemaire, Claude Liria, Claude Lebrun, Yves Léprie, Pierre Marceau, Claire Masson, Alain Mercier, Nathalie Villotiers.

Secrétaire de rédaction : Pierre Marceau. Administrateur : Henri Bernard.

Impression : La Nouvelle - Directeur de publication : Jean-Luc MUDIL.

CP L'Humanité rouge - BP 201 - 75926 Paris Cedex 19

Téléphone : 3022672 D La Source. Commission paritaire n° 5952 - Dépôt légal 2ème trimestre 1980.

Directeur de la publication : Jean-Luc MUDIL.

**DANGER!****LOI BERGER****Ils veulent créer un impôt sur la santé**

«La Sécurité sociale ne peut pas être le seul secteur de la vie nationale à échapper aux contraintes de la crise. Pour la Sécurité sociale, il y a aussi un avant et un après 1973» (p. 5). Dans l'esprit du projet de loi Berger, l'après 73 signifie faire payer la crise aux travailleurs et amputer un peu plus leurs revenus.

Le docteur Berger explique qu'à l'époque de «la guerre économique mondiale», il faut refaire l'union sacrée pour renforcer «la compétitivité des entreprises». Or, (p. 14) «les charges sociales représentent maintenant pour les entrepreneurs une muraille de Chine qui paralyse toutes leurs initiatives». Il faut donc que les ouvriers se préparent à

«partager les sacrifices autant que les bénéficiaires». Pour cela, rien de mieux que d'amputer un peu plus le revenu des travailleurs en augmentant (plus 2,25% en 79) la part des cotisations salariales et en renforçant le rôle répressif de la Sécurité sociale. Dans le but d'alléger les charges patronales : «Le déficit dépassant le seuil de progression de la part patronale de cotisation des entreprises sera financé par une augmentation de la part salariale». Le docteur Berger se garde bien de dire que depuis 67 la cotisation de l'employeur dans le régime maladie a augmenté de 8% alors que la cotisation prélevée sur les assurés a augmenté de 57%. Par ailleurs, les dettes patronales à la Sécurité sociale s'élèvent à 13 milliards de francs de cotisation.

**«Responsabiliser ...»**

Notre Berger répète inlassablement qu'il faut responsabiliser les assurés, informer le public afin de le persuader que si on lui impose des sacrifices, c'est pour en finir avec un gaspillage intolérable en période de crise, afin de maintenir le consensus autour de cette question. «L'accroissement de la participation des assurés», elle se fera à tous les niveaux.

Les salariés dont les dépenses de santé dépasseront certains objectifs verront leurs cotisations aug-

menter en proportion (p. 17).

Au nom de la «lutte contre les grands fléaux sociaux» et les «anges exterminateurs de la population française», Berger, député RPR, préconise la levée de nouveaux impôts sanctionnant ceux qui prennent des risques excessifs : tabac, alcool, ski, moto, malus sur les assurances-voitures. Dans le but de diversifier le financement, il est prévu de faire appel à une cotisation sur la TVA, mais à quel niveau, cela n'est pas précisé.

**«La maîtrise de l'hospitalisation ...»**

Pour supprimer encore plus de lits et fermer encore plus de services, une carte sanitaire va être établie. Le texte de loi parle d'hospitalisation à domicile, mais comment cela peut-il être conciliable avec la compression des effectifs?

On ne parle plus de crédits pour les hôpitaux, mais d'allocation budgétaire globale fixée une fois pour toutes et de façon irrévocable. Des «observatoires ré-

gionaux de la santé» vont être mis en place pour veiller à la «gestion économique» des établissements hospitaliers. L'assuré hospitalisé devrait payer «un forfait journalier». Sous la responsabilité de l'Ordre des médecins, connu pour ses positions rétrogrades, va être mis en place un système d'«évaluation médicale et économique des soins». Va-t-on proscrire les soins coûteux à ceux qui ne peuvent pas payer?

**Renforcement du contrôle médical**

Le rôle répressif de la Sécurité sociale vis-à-vis des assurés en arrêt maladie va se voir renforcé. «Le contrôle médical du régime général de la Sécurité sociale constitue un service national organisé et dirigé par la Caisse nationale de l'assurance-maladie» (p. 55). Le délai de 48 h est rendu plus impératif, les heures d'autorisation de sortie sont réduites afin de permettre un contrôle systématique. Des médecins-conseils - dont le nombre sera indexé sur celui des assurés - effectueront ce contrôle. Ils seront eux-mêmes dirigés par un inspecteur régional. Une fiche pour chaque médecin, un carnet de soins pour chaque assuré. Alors que chaque médecin voit déjà ses prestations enregistrées sur fiche informatique, le malade va désormais disposer d'un carnet de soins sur lequel seront inscrits les actes médicaux subis. Ce

carnet permettra-t-il d'augmenter les cotisations des «irresponsables»? (p. 55, art. 22).

Le projet de loi Berger rend systématiques les mesures prises par le pouvoir dans le but d'amputer le revenu des travailleurs par le biais de la Sécurité sociale. Ce projet odieux vise tout simplement à décharger les patrons de leur participation à la couverture sociale des travailleurs. Sous le faux prétexte de gaspillage, il préconise ni plus ni moins qu'une nouvelle diminution du salaire. Par le biais de la Sécurité sociale, le projet Berger vise à renforcer la chasse à l'absentéisme et aux arrêts-maladie. Dans le même temps, il mettra un coup d'arrêt aux possibilités d'accès aux soins. Il instaure un véritable impôt sur la santé.

Léon CLADEL

«Des enfants gâtés imprévoyants» dit le ministre de la santé Barrot, en parlant des assurés sociaux. «Des irresponsables» surenchérit le docteur Berger. Ce dernier vient de proposer un projet de loi sur la santé qui sera discuté fin mai à l'Assemblée nationale. Projet de loi dont le souci avoué est celui de la santé des trusts. Réduire les charges sociales patronales et pressurer encore plus les travailleurs, tel est l'axe de ce projet qui ne fait que systématiser les attaques du pouvoir contre le droit des travailleurs à se soigner et contre leur revenu. Autant que le ticket modérateur, cette loi doit être la cible de la mobilisation du 13 mai.

N° 1164  
ASSEMBLÉE NATIONALE  
PROPOSITION DE LOI  
tendant à la réforme de la Sécurité sociale  
et à la maîtrise des dépenses de santé.  
PAR MM. HENRY BERGER.

Les charges sociales représentent maintenant pour les entrepreneurs une muraille de Chine qui paralyse toutes leurs initiatives.

Il faut donc renforcer en premier lieu les pouvoirs répressifs du contrôle médical. Celui-ci donne des avis aux conseils d'administration des caisses qui restent sans suite. Il faut donc confier au contrôle médical le pouvoir de saisir directement les instances ordinaires et les juridictions contentieuses de la Sécurité sociale, concurrentement aux dirigeants des caisses.

« Les autorisations de sortie, accordées aux assurés malades pendant les heures de visite éventuelle de l'agent enquêteur de la caisse, sont limitées à une durée suffisamment courte pour lui permettre d'exercer ce contrôle.

Les Français doivent savoir que, de toute façon, si le déficit n'est pas pris en charge par les cotisations, il le sera par l'impôt.

**13 MAI****TOUS****EN GREVE**

**Déclaration du  
Bureau politique  
du PCML(5mai 80)**

Le 13 mai, CGT, CFDT et FEN appellent à une grande journée nationale d'action, en particulier contre la proposition de loi Berger, discutée fin mai au Parlement. Cette proposition prévoit notamment :

- l'accroissement des charges des assurés sociaux au détriment de leur pouvoir d'achat
- la réduction des moyens en matière d'hospitalisation (suppression de lits, réduction d'effectifs, etc.)
- l'instauration d'une couverture sociale minimale et l'individualisation des risques.

Ces mesures font partie de l'attaque générale du patronat et du pouvoir sur la Sécurité sociale et le droit à la santé avec :

- le ticket modérateur d'ordre public laissant à la charge des travailleurs une part importante des dépenses sociales
- l'instauration d'une médecine de riches et d'une médecine de pauvres, notamment par l'application d'une nouvelle convention médicale.

Cette journée nationale d'action doit contribuer à mettre en échec ce projet de loi Berger. Pour ce faire, il faut assurer la participation massive des travailleurs à cette journée d'action. C'est pourquoi le Parti communiste marxiste-léniniste appelle les travailleurs à participer à la grève de 24 heures décidée déjà par plusieurs fédérations et structures CGT et CFDT et à être présents dans les manifestations qui seront organisées pour exiger :

**LE REJET DE LA LOI BERGER  
L'ABROGATION DU TICKET MODERATEUR  
D'ORDRE PUBLIC  
LE DROIT A LA SANTE POUR TOUS**

# ACTUALITES

## GRENOBLE : LA LUTTE DES ETUDIANTS, JAMAIS VU DEPUIS MAI 68

Tout a démarré à l'occasion d'un examen de français (première application du récent décret «Imbert») auquel étaient convoqués de façon tout à fait arbitraire 218 étudiants étrangers (c'était la première mesure qui les frappait collectivement).

48 étudiants (surtout étrangers) entament alors une grève de la faim le 20 mars, avec le soutien de nombreux directeurs d'enseignement.

Le lundi 24 mars, jour de l'examen, dès 8 heures du matin, un rassemblement de 200 personnes se tient devant la salle d'examen, avec le soutien des syndicats SGEN-CFDT et SNESup.

Ce n'est pas tolérable pour notre recteur de choc (neveu de R. Barre!), alors les CRS interviennent en grande tenue (casques, boucliers... népotisme oblige!) et chargent aussi violemment que bêtement, jusqu'au campus universitaire (plus d'1 km).

Ça renforce le succès du boycott (15 étudiants ont composé sur 218), mais surtout, dès le matin, les cours s'arrêtent un peu partout et, l'après-midi, une première assemblée générale réunit près de 3 000 étudiants qui votent la grève en exigeant la libre inscription des étudiants étrangers et l'abrogation des circulaires «Bonnet» et «Imbert».

Le lendemain, la grève s'étend et dès le mercredi 26 mars, une manifestation en ville, soutenue par un débrayage des syndicats enseignants rassemble plus de 10 000 étudiants.

Sous l'impulsion notamment des étudiants étrangers plus politisés et plus expérimentés, les pseudo-syndicats étudiants UNEF-Renouveau (PCF) et UNEF-trotskyste sont balayés dans un mouvement qui se structure rapidement avec une courte grève de 150 délégués français et étrangers, et de nombreuses commissions qui s'installent méthodiquement dans le bâtiment administratif de Sciences dont l'occupation est décidée en assemblée générale.

Le mardi 1er avril, le SGEN appelle les enseignants à 3 jours de grève et le soir une nouvelle manifestation étudiante se termine par un sit-in devant le rectorat. Une délégation obtient des assurances pour ceux qui ont boycotté l'examen (pas de sanction, nombreuses dispenses, etc., mais rien sur le fond et les décrets). Sur ce premier recul, la grève de la faim est suspendue.

Le jeudi 3 avril, à l'appel commun du comité de grève étudiant et des 3 UD CGT, CFDT et FEN, une grande manifestation en ville rassemble au coude à coude plus de 6 000 personnes, travailleurs et étudiants, pour dénoncer ensemble la loi anti-immigrés Bonnet-Stoléru.

Avec les vacances de Pâques qui commencent alors, certains espèrent bien que tout va «rentrer dans l'ordre», notamment les autorités universitaires qui depuis plusieurs jours cherchent à casser le mouvement en «montant» le personnel contre les étudiants qui occupent le bâtiment administratif.

Pendant les vacances, le 9 avril, à 4 heures du matin, les CRS interviennent sur le campus en compagnie du président de Sciences et em-

barquent les étudiants qui occupent pacifiquement le bâtiment administratif (119 au total) en majorité étrangers qui seront gardés à vue quelques heures et surtout fichés après les insultes racistes d'usage).

Mais la mobilisation se maintient et dès la rentrée, le 22 avril, la grève est revêtée dans la plupart des cours et les étudiants décident de réoccuper le bâtiment de Sciences dans lequel le président a installé un vigile avec un chien policier. C'est alors que le vigile s'affole et en s'enfuyant renverse 4 étudiants en fonçant en voiture dans la foule. Dans la nuit, nouvelle intervention des CRS avec plus de 80 étudiants arrêtés et fichés.

La tension monte sur le campus. Le 25 avril, après une manifestation, un important escadron de CRS pénètre sur le campus avec force tirs de grenade lacrymogène et s'affronte à 2 000 étudiants jusque dans

une résidence universitaire.

Les présidents d'université, entourés des enseignants les plus réactionnaires menacent de ne pas délivrer de diplôme si la grève continue tandis que quelques groupes d'extrême-droite essayent de constituer des «comités pour la reprise des cours».

De nombreux étudiants sont inquiets et ne voient pas d'issue victorieuse contre les décrets sans une mobilisation nationale qui ne vient guère.

Le 1er mai voit une importante participation étudiante dans la manifestation entre les 2 cortèges CGT et CFDT et, dès le lendemain, nouvelle provocation : un attentat incendiaire commis dans le bâtiment de Sciences alors qu'il était fermé, que le comité de grève dénonce comme une provocation criminelle montée pour discréditer le mouvement étudiant.

## ETUDIANTS ETRANGERS : LA POLITIQUE DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

La circulaire Bonnet (décembre 77) annonce clairement la couleur : dans le cadre de la «normalisation générale de l'immigration étrangère décidée par le gouvernement...», il faut «aboutir à une diminution du nombre des étudiants étrangers» et «améliorer la qualité du recrutement».

C'est une question importante. Il y a 110 000 étudiants étrangers en France (9% des étudiants de France).

En fait le projet est clair : n'admettre en France que des étudiants étrangers bien sélectionnés sur le plan social et politique, en accord avec les gouvernements étrangers concernés (seulement ceux du Tiers Monde) dans le cadre des intérêts de l'impérialisme français.

L'université ne formera pas des jeunes étrangers pour aider au développement de leur pays (elle n'en est d'ailleurs guère capable dans sa conception actuelle). Elle formera seulement une élite bourgeoise, aussi bien sur le plan technique

qu'idéologique, pour servir de pont au maintien des intérêts des impérialistes français.

Pour cela, la circulaire prévoit un contrôle très strict des inscriptions au niveau des ambassades avec «consultation du fichier d'opposition» et obligation d'un dépôt bancaire en France d'un million ancien pour garantir les ressources de l'étudiant.

On éliminera ainsi les «opposants» et les moins fortunés.

Le décret Imbert (décembre 79) renforce encore ces mesures en interdisant aux universités d'inscrire les étudiants étrangers (concernés). C'est désormais une commission nationale qui en décidera de façon tout à fait arbitraire et décidera de l'université où ira l'étudiant. (C'est ainsi que cette commission a fait organiser elle-même des examens de français sans indiquer ni le niveau demandé, ni le mode de correction...).

Curieusement, en plein mouvement étudiant, tous les enseignants des universités grenobloises ont reçu «sous pli confidentiel» une lettre du Service d'information du premier ministre, annonçant soudain que la circulaire Bonnet était «caduque» (sic!) et remplacée par une «Bonnet-bis» du 2/4/80 introuvable. Alors, grande victoire?

Tout compte fait, non! La nouvelle circulaire (enfin trouvée) est identique à la précédente à quelques modifications près, qui sont d'ailleurs bien significatives.

Le préambule raciste déjà mentionné («normalisation générale de l'immigration...», «aboutir à une diminution du nombre d'étrangers...») est tout bonnement supprimé du nouveau texte. Quant à l'expression «consultation du fichier d'opposition», elle est remplacée par «vérifications habituelles» (1)



## NICE : LES 60 JOURS DES S.T.A.P.S.

Depuis le 3 mars, les 300 étudiants, professeurs et vacataires de la section des Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) occupent le siège des locaux administratifs de l'Université de Nice. Ils s'opposent au projet de liquidation de leur section. La solidarité est importante autour de leur lutte. Les autres facultés sont en grève par solidarité. Le 20 mars, une manifestation de 10 000 personnes a eu lieu. Les STAPS luttent également pour l'abrogation des décrets anti-immigrés. Les 8 et 9 mai, une coordination nationale étudiante a lieu à Nice.

### Contre les lois anti-immigrés

### TOUS A LA MARCHÉ NATIONALE SAMEDI 10 MAI 14H M° REPUBLIQUE

**1**er mai. Pierre Perret venait de chanter *Lily* sur le podium cédétiste de la place de la Bastille. Fatigué d'avoir battu la semelle depuis le matin à suivre des rassemblements et des cortèges qui se croisaient sans se rencontrer, je m'installe à une terrasse de bistrot. Un que je connais bien. Surprise quand je réceptionne mon demi : il est facturé au double de l'habitude. «*Tarif de fête*», m'explique le garçon. J'apprends maintenant que Monory a décidé la libération des prix des cafés-restaurants. En somme, ça risque d'être tous les jours la fête...

**A**vez-vous vu vendredi sur la 3e chaîne le reportage de Bertolino sur l'Afghanistan? Peut-être parce qu'avec «*Frénésie tzigane*» dans «*Au théâtre ce soir*» le choix était vite fait. Dans ce reportage (passionnant comme celui qui le suivait) il y a une chose qui m'a particulièrement intéressé : c'est la séquence sur les hélicoptères soviétiques. Pas seulement pour mesurer leurs performances comparées à celles des Sikorsky de l'US Navy, mais surtout parce que je me suis brusquement souvenu d'avoir vu les mêmes une semaine

auparavant sur un autre canal de télé.

Un journal de TF1 en direct de Moscou présentait des extraits de bandes d'actualité soviétiques.

Les voir m'avait convaincu du rôle civilisateur des hélicoptères soviétiques en Afghanistan. Telles populations montagnardes ne devaient leur ravitaillement qu'à ces industriels frelons. En fait de vivres, j'ai compris vendredi qu'il s'agissait de mitraille et de na-

**T**ombé lundi sur le dernier morceau de bravoure du dénommé Favilla, éditorialiste du quotidien patronal «*Les Echos*» (soit dit en passant, c'est un drôle ce Favilla. Il y a peu, il dénonçait avec le plus grand sérieux *Picou magazine* comme spécimen de littérature subversive. Motif : détruit l'image de marque de l'esprit d'entreprise!).

Aujourd'hui, Favilla a été payé pour débuserquer les paresseux.

Il a cherché et il a vu «*les Français profiter de la moindre fête pour creu-*

*un jour d'absences diverses*», le voilà l'ennemi : l'absentéisme.

Pour ceux qui penseraient que seule la vertu motive les indignations de Mr Favilla, je rappelle pour mémoire que les experts en profit capitaliste évaluent à près de 20% des coûts de production le poids de ce qu'ils appellent les «*coûts cachés*» au premier plan desquels ils placent l'absentéisme.

Il y a des jours où Favilla ferait mieux de pratiquer l'absentéisme de la plume.

**P**ost-scriptum. Vous ne trouverez pas d'article commentant les dernières études de l'INSEE dans ce numéro de l'hebdo. Ce n'est pas qu'on soit fâché avec les chiffres, c'est simplement la faute à Barre. Depuis que les hommes de la statistique officielle se sont mis à publier des notes de conjoncture rendant compte de la baisse de pouvoir d'achat des travailleurs, il paraît que celui qui sévit à Matignon a décidé de «se les faire».

En attendant l'édition d'avril d'*Études et statistiques*, coupable de prévisions économiques pessimistes, a été bloquée par la censure vigilante de Barre.

Force reste à la loi. La sinistrose ne passera pas!

## A bâtons rompus

par Pierre Marceau

palm, les hélicoptères marqués CCCP n'étaient pas là tant pour dominer une géographie tourmentée que pour soumettre un peuple insurgé.

Bref, la télé soviétique m'avait abusé.

J'en étais là des réflexions sur ma naïveté lorsqu'un doute profond me saisit.

Et si la télévision française utilisait le même art du mensonge pour nous parler d'événements qui concernent de près le pouvoir giscardien?

*ser dans leur temps de travail des trous béants, discuter gravement de la meilleure manière d'augmenter le nombre de leurs jours de vacances annuelles, perdre chacun en moyenne vingt et un jours de travail par an en absences diverses; bref, se donner toutes les chances d'en faire de moins en moins.*

«*Comportement à tout le moins étrange pour un peuple qui se prétend évolué.*»

Etrange? Le mot est faible. C'est scandaleux qu'il faut dire : «vingt et

### 200 A VITROLLES

A Vitrolles, le 1er mai comme ailleurs, il n'y a pas eu d'accord CGT-CFDT. Cependant, dans le Quartier des Pins, au milieu des HLM, il s'est passé quelque chose, un 1er mai pas comme les autres : une journée de l'unité entre travailleurs français et immigrés, un vrai 1er mai quoi ! La journée internationale des travailleurs ! C'était le 1er mai organisé par la cellule de Vitrolles du Parti, une rencontre français-immigrés à laquelle ont participé 200 personnes environ, du quartier pour la plupart.

La journée ayant commencé par un match amical de foot, s'était poursuivie par des chants, des danses, de la musique, des débats, elle s'est terminée, dans une salle comble, par la projection du très beau film algérien «*Le vent des Aurès*». Une ambiance tour à tour gaie, sérieuse, émue et toujours fraternelle a régné tout au long de la journée.

Le sort s'acharne sur nous, sur notre France, mais Giscard veille à ce que nous n'en souffrions pas trop, aussi promet-il que le pouvoir d'achat des agriculteurs restera stable en 80, et peut-être bien que 81 verra la suppression d'un point supplémentaire à la Sécurité sociale, décidé en 79.

Restons confiants, et... votez pour moi !

Nathalie VILLOTIERS

## L'ANGE GARDIEN VALERY VEILLE

Les élections en 1980. Non ? Plus qu'une année pour rassembler une majorité de suffrages. C'étaient vraisemblablement les idées qui trottaient dans la tête de Giscard lors de son speech télévisé du lundi 5 mai.

Son discours s'articulait sur trois volets : Giscard favorise le consensus, Giscard est un homme responsable et prévoyant, par conséquent, nous devons lui renouveler notre confiance en 1981.

L'homme du consensus. Par Giraudet interposé, il se préoccupe de l'extension des congés payés, de la pénibilité du travail manuel, il espère grâce au truchement du dialogue imposer un nouvel aménagement du travail conçu pour augmenter la productivité de l'industrie française. Et si cet argument

ne nous convainc pas que Giscard est par excellence l'homme du dialogue, qu'à cela ne tienne, on prend un autre exemple, les accords salariaux signés entre les pouvoirs publics d'une part et d'autre part la FEN et FO.

L'homme responsable et prévoyant n'ignore pas que les agriculteurs connaissent une situation pénible, il n'ignore pas que les deux hausses — en 79 — des cotisations à l'assurance maladie sont un énorme poids pour les travailleurs. «*Ce point supplémentaire est insupportable pour les travailleurs*».

Ce n'est pas à Giscard que vous apprendrez que la crise n'est pas temporaire, que les jeunes ont des difficultés à s'insérer dans la vie active, mais, que voulez-vous, nous sommes tous dans la même galère !

Giscard a pour le moment résorbé une partie des



En mars dernier, dans l'île, un grand nombre de mairies étaient occupées pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques corses.

## PROCES DES CORSES, LES DES SONT PIPÉS

Le procès de sept nationalistes corses devant la Cour de sûreté de l'Etat à Paris a commencé le 29 avril par un coup de théâtre. En effet, un des deux «absents», recherché par la police depuis un an, Gérard de Mari, s'est présenté à la grande salle de la cour d'assise dès le début de la première audience. Les avocats de la défense ont alors demandé le report du procès d'au moins six jours, délai nécessaire pour que l'instruction puisse se faire normalement. La Cour, toujours aussi hautaine et dédaigneuse, n'a rien voulu savoir.

Ensuite, la défense s'est efforcée de démontrer à la fois la nullité des poursuites en regard du droit international et l'incohérence d'une Cour de sûreté de l'Etat qui tout au long de cette affaire n'a pas respecté ses propres règles.

Le président de la Cour et l'avocat général qui s'était tant distingué par sa hargne l'an dernier et son refus systématique de prendre en compte les arguments avancés, n'ont pas changé ! Il faut croire que le réquisitoire et les peines demandées seront également du même tonneau. Les dés sont pipés dès le départ : ceux qui ne se soumettent pas servilement seront durement frappés ; c'est ce qu'il faut comprendre des discours récents de Giscard et de Peyrefitte.

Et pourtant, tant les accusés que les avocats de la défense ne manquent pas d'arguments. Maître Martini a imposé à la Cour la lecture des principales résolutions de l'ONU sur le «*noyau indestructible de la dignité humaine*» qu'est le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, principe nié par l'Etat français. «*Si vous passez outre à ces décisions internationales, la responsabilité française risque d'être mondialement mise en cause*» ont précisé les avocats.

D'autres motifs sur la nullité des poursuites ont été avancés, tels la garde à vue prolongée au-delà des limites légales (qui sont déjà les plus longues de l'Europe de l'ouest !), le non respect dans l'enquête préliminaire, l'absence d'ordre écrit du Garde des Sceaux dans la mise en mouvement de l'action publique, le non respect de l'article 105 du code pénal, la chambre de contrôle de l'instruction présidée par Pierre Aguiton qui exerce en même temps — alors que c'est incompatible — un mandat de conseiller général et était candidat giscardien aux législatives de 1978.

Mais, comme on l'a vu en 1979, c'est la raison de l'Etat oppresseur et exploiteur qui prime sur la justice.

## 13 MAI : LA DIVISION SURMONTÉE

Lundi 5 mai, CGT, CFDT et FEN annonçaient à la presse leur décision de mener ensemble la lutte contre la loi Berger sur la Sécurité sociale le 13 mai. C'est une première déclaration commune depuis de longues semaines qui relance l'unité d'action.

Déjà, la CGT, CFDT, FEN l'avaient annoncée le 29 avril, à la sortie d'une rencontre sur les manifestations du 1er mai : les trois confédérations avaient l'intention d'engager une action ensemble le 13 mai contre la loi Berger sur la Sécurité sociale. Ainsi, un temps d'arrêt semble mis au refus de l'unité d'action qui règne au sommet depuis le début de l'année.

Un temps d'arrêt, oui, mais bien des difficultés subsistent pourtant. Témoin cette journée du 13 mai pour laquelle les trois organisations mobilisent, mais pas avec les mêmes formes : la CGT appelle à 24 heures de grève, la CFDT a des formes d'action à préciser par régions ou fédérations, «*pour que la mobilisation soit la plus large*».

La FEN, quant à elle, ne donne pas de mot d'ordre de grève — qui ne pourrait être inférieure à 24 heures — mais invite ses adhérents à «*participer de*

la façon la plus large possible aux initiatives».

Les trois organisations syndicales agissent donc ensemble, mais pas unitairement, du fait surtout de la CFDT qui refuse de lancer nationalement le mot d'ordre unificateur de 24 heures de grève. L'impact de la mobilisation risque d'en souffrir.

Pourtant cette journée d'action commune est un réel progrès par rapport aux quatre mois qui viennent de s'écouler. Rien n'avait pu se faire ensemble depuis l'échec de la rencontre Seguy-Maire de janvier.

Où sont les intérêts des travailleurs dans les jeux de politiciens au sommet ? Pour répondre à cette question, il suffira sans doute de comparer le triste 1er mai de la confusion, à cette journée du 13 mai qui s'annonce unitaire au moins dans l'objectif et avec une mobilisation très large : de nombreuses organisations s'associent d'ores et déjà à la journée «*parce qu'il y a un accord des trois. Sinon, quel syndicat aurions-nous choisi ?*».

C'est en ces mots que le représentant du syndicat national de la médecine de groupe s'est fait, lundi, le porte-parole de bien des travailleurs.

## RAPPORT GIRAUDET : NOUVELLE TACTIQUE

Mardi 28 avril, Pierre Giraudet, PDG d'Air France, qui avait été choisi comme médiateur par le gouvernement après l'échec des longues négociations entre CNPF et syndicats sur le temps de travail, vient de remettre son rapport à toutes les parties.

Ce rapport, qui a d'ores et déjà l'approbation des patrons, marque pourtant un léger recul sur leur objectif. Le but patronal à l'ouverture des négociations, il y a deux ans, était de modifier définitivement la législation sur le temps de travail, en faisant sauter le verrou de l'horaire hebdomadaire de 40 heures, pour instaurer l'horaire annuel. Le rapport Giraudet marque un temps d'arrêt sur cette question. Mais il permet de faire pourtant un pas décisif sur l'essentiel par la possibilité donnée aux patrons de modifier l'horaire de travail en fonction des besoins de la production.

Si la semaine est maintenue à 40 heures (39 heures pour les travaux pénibles — qui restent à définir), les patrons peuvent jouer à leur guise des heures supplémentaires : 116 non récupérables qui peuvent être réparties au choix des chefs d'entreprise, et, en plus, une quarantaine d'heures récupérables par le salarié en re-

pos compensateur. Autre point important, la date de prise des congés payés, obligatoire pour l'instant entre mai et octobre, pourrait être étendue à toute l'année, ce qui permettrait d'imposer les quatre semaines légales de congés payés en hiver par exemple, au moment des baisses d'activité de certaines entreprises.

À côté de ces graves menaces, on peut se demander quelle est l'intention de Giraudet lorsqu'il propose de donner 40 heures — par an — de congés supplémentaires, non liés à l'absentéisme comme le demandait le CNPF : 40 heures qui pourraient être une cinquième semaine de congés payés, mais pas obligatoirement, puisque celle-ci pourrait aussi bien servir à indemniser certains ponts jusque-là assimilés à des jours fériés supplémentaires dans certaines conventions collectives. Cette prétendue cinquième semaine n'apparaît guère que comme du miel pour prendre certains négociateurs syndicaux et elle risque d'être chèrement payée.

Pour l'instant, le rapport, publié avec l'accord implicite du CNPF a été apprécié comme globalement positif par la plupart des organisations syndicales. Et la négociation nationale pourrait reprendre ces jours-ci.



## A LA SEMITAG GRENOBLE ILS ONT GAGNE

Les 760 travailleurs de l'entreprise de transport en commun (SEMITAG) de Grenoble viennent de mener une grève de 3 semaines qui s'est terminée le 17 avril par la satisfaction des principales revendications. En voici les principales étapes d'après un entretien avec une militante CGT de l'entreprise.

La SEMITAG (760 personnes dont 450 roulants, 180 mécaniciens et 130 administratifs) a cette particularité d'être gérée par le syndicat mixte des transports en commun (SMTC) dont le président est Gilbert Blessey, adjoint au maire (PCF) d'Echirolles, et le vice-président Jean Verhac, PS, adjoint au maire de Grenoble.

Alors que depuis plus d'un an, la direction de la SEMITAG rejetait toutes les revendications, les trois syndicats (CGT et CFDT surtout, plus CFTC) élaborèrent un cahier de 17 revendications concernant surtout les salaires, les conditions de travail et le maintien de 15 emplois menacés par la restructuration du dépôt. Le 25 mars, les travailleurs se prononcèrent majoritairement pour la proposition de la CGT de démarrer une grève totale et non pas une grève tournante comme le demandait la CFDT.

Cette décision est confirmée en assemblée générale le 1er avril, malgré une tentative du PCF de semer la confusion en accusant les travailleurs de se tromper de cible en s'attaquant à la SMTC (gérée par les élus) et non au gouvernement.

La détermination des travailleurs surprend les syndicats eux-mêmes, mais plusieurs travailleurs expliquent que leur force, c'est l'unité syndicale réalisée dans l'entreprise pour la première fois depuis 1975. Dès le 2 avril, le dépôt est bloqué pour empêcher les cars de sortir.

Le 9 avril, alors que la direction refusait toujours de discuter des salaires, les

syndicats redécouvrent un accord de 1968 alignant les augmentations de salaire de la SEMITAG-Grenoble sur celles de la SNCF... et la grève reprend de plus belle devant le refus des élus qui se lancent la pierre pour les responsabilités de la non-application de l'accord. Les travailleurs bloquent les bureaux et expliquent leur lutte à la population pour répondre à l'intoxication du Dauphiné libéré qui publie de faux salaires, et à celle de L'Humanité qui continue à expliquer que les travailleurs confondent «gérer la crise» et «gérer dans la crise».

Malgré ces tentatives de la presse, plus celles de l'UL et de l'UD CGT qui redoutent que la grève n'entraîne la privatisation des transports en commun, malgré les tentatives de la direction de rallier les quelque 160 non-grévistes, les grévistes tiennent bon et le 16 avril, une réunion tripartite, syndicats, direction, élus du SMTC, trouve enfin un accord : application de l'accord de 68 sur les salaires, étude pour l'amélioration des conditions de travail et une prime d'indemnisation de 38% des jours de grève, ceci pour les points les plus importants.

Le travail reprenait dans la fête le 17 avril dernier, mais syndicats et travailleurs restent vigilants car la direction peut toujours dénoncer l'accord de 68 sur les salaires.

La conférence syndicale mondiale s'est tenue à Belgrade du 22 au 25 avril 1980. Elle a permis à 121 organisations venues de 96 pays d'échanger de larges points de vue sur l'édification d'un nouvel ordre économique mondial basé sur «la coopération internationale la plus large dans l'intérêt du progrès et de la paix». Son succès fut pourtant limité par la présence des syndicats soviétiques qui essayèrent d'imposer leur idée de la détente internationale.

L'idée de cette conférence syndicale mondiale est née il y a sept ans à Alger, lors d'une réunion des organisations syndicales des pays non alignés.

Organisée par les syndicats yougoslaves et algériens, avec les syndicats français (CGT et CFDT) et italiens, elle voulait montrer la volonté des pays non-alignés de trouver un terrain commun entre les luttes des travailleurs des pays industrialisés et les pays en voie de développement. De ce point de vue, sa large représentation est un incontestable succès du dynamisme du Mouvement des non-alignés.

Conférence syndicale mondiale de Belgrade

## LA CONVERGENCE DES LUTTES OUVRIÈRES ET DES LUTTES DES PAYS DU TIERS-MONDE

LA DETENTE AU CŒUR DES DÉBATS

«Le fossé qui s'est creusé entre les développements économiques représente une des contradictions fondamentales et potentiellement des plus dangereuses du monde contemporain. Son approfondissement de plus en plus prononcé est une grave menace à la paix et au progrès non seulement des pays en voie de développement, mais aussi des pays développés.»

C'est ainsi que dès l'ouverture, Mika Spiljak, président de la CS yougoslave, justifiait la convocation de cette conférence et en affirmait l'importance pour la paix mondiale. A sa suite, de nombreux intervenants et en particulier Vesselin Djuranovic, président du conseil exécutif fédéral yougoslave, dénoncèrent cet autre aspect de la politique impérialiste, c'est à dire l'agression directe. «Un grand nombre de problèmes et de crises internationaux ne sont pas encore résolus, mais de nouveaux foyers de crise sont apparus. Tout cela a mis gravement en danger la paix mondiale.»

DÈS GRAVES DIVERGENCES

Sur la question de la détente et de la paix, de nom-

breuses divergences apparurent pourtant du fait en particulier de la présence des syndicats soviétiques et des pays de l'Est qui s'opposèrent violemment à toute mise en cause de la politique expansionniste soviétique, en particulier en Afghanistan, évoquée par plusieurs syndicats, la CGIL italienne et la CFDT.

Il en fut de même sur la question de l'hégémonie posée par les syndicalistes chinois et celle de la crise qui touche les pays de l'Europe de l'Est.

Autre divergence importante : les syndicats arabes de la CISA se retirèrent devant la présence de l'UGTA tunisienne et du syndicat égyptien. Déjà, à leur demande, l'Histradout, syndicat israélien, n'avait pas été invité, ce qui avait eu pour conséquence l'absence des TUC britanniques, du DGB allemand et des syndicats américains. La présidence estima que la conférence devait continuer à se tenir, d'autant plus que la plupart des participants s'étaient dé-

jà «énergiquement prononcés contre la violation des libertés et des droits syndicaux en Tunisie et contre les accords de Camp David».

Ainsi, sur les points les plus importants, la conférence montra les limites de sa «mondialisation», l'impérialisme devenant implicitement le seul fait du camp «occidental» et des américains. Et le texte commun final n'a pu donc contenir que des déclarations de principe très générales.

Pourtant, et c'est là le point le plus important, pour la première fois dans le monde, le rôle spécifique des organisations syndicales a été affirmé et le lien juste et nécessaire entre la lutte des travailleurs pour leurs conditions de travail et de vie, et les revendications des pays en voie de développement pour la réorganisation de rapports économiques internationaux.

C'est ce texte commun qui sera remis au secrétaire général de l'ONU.

C.M.

## L'ATOME DEBRAYE CONTRE LES FLICS DU 6 AU 9 MAI

Le matin du 1er mai, les forces de police bloquent l'entrée de la centrale du Bugey. Ce coup de force a une signification grave pour l'ensemble du personnel, non seulement à Bugey, mais dans toutes les autres centrales.

La tranche 2 du Bugey, comme toutes les autres tranches (il y en a cinq), doit être arrêtée tous les ans pour révision et rechargement. Pour faire la masse des travaux prévus pour cette révision, d'une part EDF utilise des entreprises privées (des constructeurs principalement) et d'autre part, des agents EDF, mécaniciens, électriciens, chaudronniers, techniciens... dont ce n'est pas le travail habituel. Le délai du travail de révision est calculé au jour près par EDF, 119 jours pour la tranche 2 par exemple.

Il faut relier cela à la politique énergétique au plan national. Le gouvernement a pris énormément de retard, ce qui amène des risques de coupure générale. Pour trouver des volontaires parmi les agents d'exploitation, EDF offre des 300% de majoration. Ceux qui travaillent habituellement en 3x8, car la centrale tourne 24h sur 24, n'ont pas les mêmes avantages. Les syndicats ont donc posé un cahier de revendications, le 16 avril, à la direction locale. Cette dernière se retranchait derrière la direction nationale.

Le 24 avril au soir, n'ayant toujours pas de réponse, l'ensemble des agents d'exploitation et de conduite du Bugey décide de ne pas entamer la «baisse de charge» de la tranche 2, c'est-à-dire de ne pas com-

mencer les opérations préliminaires pour l'arrêt complet du réacteur, afin de permettre le début des travaux de révision.

Avant d'entamer les négociations avec les fédérations syndicales CGT et CFDT, la direction EDF a attaqué en trois temps. Premier temps : la direction demande «un geste» à Bugey. Les exploitants décident de passer au stade d'«attente à chaud» du réacteur.

Deuxième temps : le 30 avril, EDF exige l'arrêt complet du réacteur.

Troisième temps : dans l'après-midi même, tous les cadres de la centrale sont réquisitionnés et le matin du 1er mai, à 0h50, ils pénètrent sur le site du Bugey pour prendre la place des grévistes et arrêter les réacteurs de la tranche 2. Les gars se mobilisent très vite et ils sont une centaine à pénétrer sur le site, en bousculant quelques cadres, avant que les forces de police (gardes mobiles) viennent bloquer les portes avec tout leur arsenal.

Les négociations ont duré toute la nuit et finissent par un compromis : les exploitants baissent encore la charge des réacteurs (sans l'arrêter complètement), et les négociations commencent à Paris le jour même à 14h (accord aussi sur l'évacuation immédiate des gardes mobiles).

Le lendemain, dans toutes les autres centrales, des débrayages ont lieu pour protester contre l'intervention policière : 2 heures de grève avec baisse de charge de 20% du 6 au 9 mai.

Note : attente à chaud : maintien de 2% de l'énergie thermique, les circuits sont donc toujours en pression. Les travaux de révision ne sont pas encore possibles.



## SGEN CFDT : PROGRES DES PARTISANS DE LA LUTTE

Du bassin d'Arcachon, les congressistes du SGEN-CFDT réunis à Andernos du 22 au 25 avril, n'auront vu que peu de choses tant les débats furent intenses et vifs. Au moment en effet où les luttes se développent à nouveau dans les secteurs Education - Recherche, l'orientation du SGEN-CFDT faisait l'objet de nombreux débats.

Quatre événements politiques importants ont marqué ce congrès. D'une part, le rapport d'activité présenté par la direction sortante n'a recueilli que 29,4% (28,56% contre et 29,04% d'abstentions), soit 20% de moins qu'au précédent congrès. Vote important après un débat où les critiques sur le recentrage, sur l'abandon des revendications les plus

dures et la politique d'action de la direction nationale furent nombreuses.

D'autre part, tout le monde attendait la discussion sur la formation en entreprise qui est en prise directe sur les luttes. Au terme d'une séance houleuse qui s'est prolongée jusqu'à 3h1/2 du matin, le congrès, après avoir repoussé les motions reflétant en gros le texte national (oui aux stages en entreprise à condition que...) adoptait deux amendements, l'un contre le principe de la formation en alternance (école, entreprise), l'autre appelant au boycott des stages.

Enfin, le congrès devait se prononcer sur les orientations proposées par l'équipe du bureau national sortant et par une équipe dite «al-

ternative» qui s'était constituée autour des académies de Caen, Rouen et Créteil sur la base d'une critique de gauche de la ligne majoritaire. Le bureau sortant l'emportait logiquement avec 46% des voix au premier tour, contre 35% au courant critique.

Notons aussi qu'à la suite de la ratification des propositions concernant la transformation du SGEN de syndicat national en fédération, l'ensemble des représentants du secteur recherche (CNRS etc.) quitta le congrès. Syndicat important dans cette branche, le SGEN devra retrouver son unité s'il veut pouvoir mettre en échec la mise en œuvre des projets gouvernementaux.

En résumé, ce congrès du SGEN a démontré l'avancée

du courant de lutte de classe. En effet, alors qu'au précédent congrès à Grenoble, le bureau national n'avait été mis en minorité que sur quelques points, à Andernos il a non seulement été contesté sur l'ensemble de sa ligne, mais il a également subi un échec important sur les stages en entreprise. Cependant, certains votes démontrent que les syndiqués du SGEN désirent une lutte active contre la politique de la bourgeoisie qui est bien plus nombreux que le nombre, déjà important, des voix réunies sur la liste d'opposition. Les réunir, les unifier, telles sont les tâches de tous ceux qui voudront, en évitant les pièges du jeu des tendances, contribuer à approfondir les débats de ce congrès.

Nettoyeurs du Métro

# La RATP a dû plier

Victoire! Victoire! La joie éclatait en cette fin de matinée du 1er mai, à l'Assemblée générale des nettoyeurs du métro : la 39e et la dernière de leur longue grève. La joie, l'émotion, pour ces travailleurs qui venaient de décider la reprise du travail, très majoritairement, sur la base d'un protocole qui n'était certes pas exactement ce qu'ils voulaient, mais qu'ils avaient considéré à juste titre comme une avancée importante.

Il avait fallu déjà trois semaines de grève pour que la RATP accepte simplement de participer aux discussions avec les nettoyeurs ; elle s'était jusque-là obstinée et hypocritement retranchée derrière ses entreprises sous-traitantes auxquelles elle confie le nettoyage, en fait, plus exactement, le soin de gérer (comme on dit) une partie de son personnel. La RATP, elle, se réservant la fonction plus

« noble » de gérer un budget : par exemple, tant pour le nettoyage, tant d'économie sur le nettoyage... Les hommes concernés derrière les chiffres, frappés par les « économies », ce n'était pas son affaire! C'est la grande astuce de la sous-traitance...

Il a fallu 39 jours pour que la RATP s'engage vraiment, par sa signature d'un accord, directement avec les nettoyeurs : cela est déjà un succès.

Joie et fierté, après 39 jours d'une lutte dure, difficile, contre laquelle tout a été tenté - de l'intimidation à la force brutale - pour la briser ; où il a fallu se serrer durement la ceinture, passer des nuits et des nuits ; où ils sont restés du début à la fin unis comme un seul homme. Joie également pour ces syndicalistes qui s'étaient donnés à fond pour épauler leur grève ; pour nous aussi qui l'avions

suivie pas à pas, sans réserve et à fond de leur côté.

Ils étaient fiers, ces travailleurs aux visages marqués par la fatigue : à 900, ils avaient tenu tête à la RATP. Et cette énorme entreprise ayant l'appui total du pouvoir, avec la large solidarité qui avait entouré leur lutte, ils l'avaient fait plier! Cette satisfaction, on la voyait le vendredi 2 mai, le travail repris, dans les couloirs du métro : ils s'étaient dressés dans la lutte, ils étaient debout plus que jamais!

En ces temps d'offensive patronale, les succès ne sont pas si fréquents pour les travailleurs. Acquis de plus par des immigrés pour qui lutter est particulièrement difficile - lourd de conséquence - dans ce pays, cette victoire de l'unité et de la solidarité est un encouragement et un espoir pour tous.

Gilles CARPENTIER

## L'attitude de la CGT : un sérieux problème

La raison fondamentale du succès des nettoyeurs est sans aucun doute leur unité; unité largement facilitée, en ces temps de discordes syndicales, par le fait qu'ils sont organisés très essentiellement à la CFDT : une douzaine seulement sont à la CGT (lors de la grève précédente, en 1977, la CGT, minoritaire, comptait plus d'adhérents mais elle appela à la reprise au milieu de la grève, ce qui ne contribua pas à son renforcement).

La CGT (« syndicat des nettoyeurs, manutentionnaires et charbonniers ») distribuait le matin du 1er mai aux abords de la Bourse du travail, avant la dernière AG des nettoyeurs, un tract intitulé : « Non au protocole d'abandon » débutant ainsi : « Mercredi 30 avril, la CFDT, les patrons du nettoyage et de la RATP se sont mis d'accord sur un protocole qu'ils veulent vous imposer » et accusant la CFDT « d'abandonner ainsi ceux qui luttent après avoir tout fait pour les isoler ».

Un second tract intitulé « Solidarité avec les nettoyeurs et manutentionnaires » était diffusé l'après-midi à la manifestation CGT. Ce tract cultivait la confusion entre la grève des nettoyeurs du métro (démarrée le 24 mars et d'où la CGT est donc absente), et celle déclenchée près de 3 semaines plus tard chez les



1er mai, 12h30, le vote de la victoire

nettoyeurs et manutentionnaires CGT du train (SNCF donc).

Celle des nettoyeurs du métro avait été condamnée en son début par la CGT, « syndicat de la manutention, travaux connexes et aéroportuaire, section nettoyage RATP », dans un tract daté du 1er avril, disant : « La CFDT a entraîné une partie d'entre vous dans une grève illimitée que nous désapprouvons

car elle ne peut déboucher sur la satisfaction de vos revendications » (parmi lesquelles il n'était d'ailleurs pas question d'emploi, ce qui pose problème quand on voit un mois plus tard l'appréciation faite sur ce point, du « protocole d'abandon »).

Cette confusion entre les deux grèves n'est-elle pas faite pour cacher une absence gênante de la lutte des nettoyeurs du métro, à l'heure où les dirigeants de la CGT ne cessent d'affirmer que la centrale qu'ils dirigent est la seule à défendre les travailleurs et où leurs critiques sur ce point à l'égard de la CFDT sont systématiques et très vives?

Certes, la grève des nettoyeurs du métro, solide et très populaire, constituait une bonne et juste base pour engager la lutte dans un secteur analogue, mais on peut se demander si le souci des dirigeants de la CGT n'était pas surtout « d'entrer » ainsi dans la grève des nettoyeurs - c'est en tout cas sur cette base qu'ils ont demandé à participer aux négociations RATP-nettoyeurs du métro (ce qu'ont refusé ces derniers).

Quant à la confusion entretenue, ne frise-t-elle pas l'escroquerie quand on voit que le tract en question appelle à « verser largement au fonds de solidarité géré par le comité de grève qui répara-

tit intégralement entre les grévistes les sommes recueillies » (les adresses données étant celle du syndicat CGT signataire du tract et de l'UD-CGT), et cela sur la base de l'immense popularité de la grève des nettoyeurs du métro!

Le comité de grève de ces derniers, chaque fois présent et interlocuteur de la RATP dans les négociations, s'était donné toute l'après-midi du 30 avril pour étudier et discuter les dernières propositions de la RATP faites dans la nuit du 29 au 30 : après exposé et explications détaillées aux grévistes à l'assemblée le 1er mai, il donnait son avis (favorable), l'AG donnait massivement, à main levée, son accord et, après cela, le protocole était signé.

Cela s'appelle-t-il imposer un accord? Les précédentes propositions avaient été présentées (et rejetées) dans les mêmes conditions (par exemple, le 16 avril).

Les faits parlent clair. Une telle attitude, dictée par de tout autres mobiles que l'intérêt des travailleurs, ne peut satisfaire les militants syndicalistes soucieux de l'unité de la classe ouvrière et de la défense de ses intérêts, et qui sont légion dans la CGT sans aucun doute, dans la CFDT également.

## Le contenu de l'accord

Voici pour l'essentiel le contenu de l'accord.

Pour ce qui concerne l'emploi que la RATP avait décidé de réduire de 10% d'ici l'année prochaine : elle s'engage à ce qu'il n'y ait aucun licenciement économique dans les trois années qui viennent (durée d'un « contrat » avec les sous-traitants).

Quant aux mutations qui commencent à se multiplier pour se conclure par des licenciements (des nettoyeurs passaient au gardiennage par exemple et se trouvaient sur le pavé un peu plus tard), la RATP s'engage à ce qu'elles soient limitées à 2% par an, les mutés conservant les avantages acquis et un emploi. Les dossiers les concernant seront en tout état de cause communiqués au CE.

Pour les conditions de travail, outre l'accès aux douches et au restaurant d'entreprise RATP (ce dernier devant encore faire l'objet d'accord précis CE-sous-traitants), deux tenues de travail par an sont garanties pour tous les nettoyeurs (certains n'avaient droit à aucune).

Quant aux salaires, le minimum net passe de 2 325,00 F avant la grève, pour un « catégorie 2 » (balayeur de jour), à 2 569,00 F par le biais d'une augmentation du taux horaire (de 13,12 F à 13,77 F), de l'augmentation de la prime de souterrain (de 1,00 F à 2,65 F, soit 32,00 F par mois) et de l'attribution d'une prime de 6,00 F incluse pour 5,00 F dans la convention collective.

Pour la suite, en ce qui concerne l'année 1980, une autre augmentation, liée à celle des prix (indice INSEE) et qu'on peut estimer à environ 3% interviendra au 1er juillet puis au 1er octobre. La prime de souterrain augmentant à nouveau de 32,00 F au 1er juillet, cela donnerait : 2 678,00 F au 1er juillet et 2 768,00 F au 1er octobre.

Pour la suite, la RATP s'est engagée à ce que ce minimum soit porté à 3 700,00 F au 1er juillet 1982 (ce qui correspondrait, compte-tenu de l'augmentation des prix, aux 2 800,00 F valeur 1er avril 1980, qui était la revendication des nettoyeurs) avec une première étape à 2 950,00 F au 1er avril 1981. Ces chiffres n'incluent pas les majorations de travail de nuit, du dimanche et autres primes.

Les grévistes n'ont pas obtenu le paiement des jours de grève. Toutefois, la RATP avance 1 400,00 F à la reprise, remboursables sur 6 mois, avec des compensations pour les travaux exceptionnels de remise en état.

**CGT** SYNDICAT DE LA MANUTENTION - TRAVAIIS PRIMAIRE ET AÉROPORTUAIRE DE PARIS 4 DE LA REGION PARISIENNE

**CGT** SECTION NETTOYAGE S.A. S.P.A. PARIS, 40 rue LUXEM 1980

Pour avoir vos revendications (c'est-à-dire ce que vous entendez les gains attendus, la C.F.D.T. a obtenu une partie d'entre-voies dans une grève illimitée que nous désapprouvons car elle ne peut déboucher sur la satisfaction de vos revendications.

**NON AU PROTOCOLE D'ABANDON !**  
POUR GAGNER, RENFORCER L'ACTION !

« Mercredi 30 avril, la CFDT, les patrons du nettoyage et de la RATP se sont mis d'accord sur un protocole qu'ils veulent vous imposer. »

Le refus de toute réduction d'effectifs y compris devant : pas de licenciement jusqu'en 1983. Et après 1983 il y aura donc des licenciements y compris devant : pas de licenciement. Le seul chose sûre donc, c'est que la C.F.D.T. accorde dès maintenant une réduction des effectifs sans être de travail pour ceux qui restent.

**CGT** Syndicat C.G.T. DES NETTOYEURS ET MANUTENTIONNAIRES UNION DÉPARTEMENTALE C.G.T. DE PARIS

**SOLIDARITE avec les NETTOYEURS et MANUTENTIONNAIRES**

Cent mille, deux cent mille, trois cent mille? Sans papiers, sans droits donc, ils sont une main d'œuvre recherchée par un patronat dont le seul souci n'a jamais été autre que faire le maximum de profit.

Ils conviennent surtout dans des secteurs où peut être assurée une certaine discrétion, ne serait-ce que vis-à-vis des syndicats. Entreprises plutôt petites donc, ou dispersées (chantiers, petits ateliers...); la confection, le bâtiment, l'agriculture...

Des travailleurs turcs de la confection à Paris, aux maçons de Clermont-Ferrand ou aux ouvriers agricoles d'Orléans : ces derniers mois ont mis en lumière cette forme de salariat particulièrement avantageuse pour le patronat libre d'appliquer salaires, horaires, conditions de travail de son choix, autrement dit, les pires qu'on puisse imaginer.

### CLANDESTINS ? PAS POUR TOUT LE MONDE

Travailleurs clandestins, dit-on. Clandestins, pas pour tout le monde. Pas pour ceux qui les emploient et qui les importent en quelque sorte par des filières bien établies. Pas non plus pour l'administration, le gouvernement : quoi qu'en dise M. Stoléro, ce trafic est connu, toléré, couvert sinon organisé par les autorités administratives. Cela dure depuis de nombreuses années, et les mesures qui ont pu être prises à telle ou telle époque — en 1971, par exemple (la circulaire Fontanet-Marcellin) — n'ont jamais eu pour but que de contrôler cette immigration clandestine, en aucun cas de mettre fin aux conditions dans lesquelles cela permet d'exploiter des milliers et des milliers de travailleurs.

Qui est responsable, à qui cela profite-t-il?

Qu'on ne perde pas de vue que c'est le gouvernement qui est pleinement responsable; les gouvernements successifs qui ont parfaitement connu le problème. Et ce sont

les grands trusts bancaires ou industriels — les grands monopoles — qui organisent et contrôlent l'ensemble de l'économie, qui en profitent au premier chef. L'immigration clandestine, l'immigration en général, ont toujours fait partie de la politique de l'emploi conduite par le gouvernement pour le compte du grand patronat. Disposer d'un volant de main d'œuvre privée totalement ou partiellement des droits conquis par

### Ouvriers agricoles à Orléans

Le Loiret est un département où l'agriculture occupe une place importante et les exploitations maraîchères sont nombreuses dans le Val de Loire. Et dans ces exploitations très nombreuses sont les immigrés : Marocains, Portugais, Turcs...

Sur les six à sept cents Turcs qui y travaillent, une centaine sont clandestins, non déclarés donc. Cela dure depuis des années, depuis le début des années 70 pour les Turcs qui ont commencé à être « importés » en France à cette époque-là. Ce ne sont évidemment pas les autorités administratives qui ont le moindre souci des conditions d'existence de ces travailleurs. Ce n'est pas non plus le syndicalisme agricole : il faut dire que M. Varanne, président de la FDSEA du Loiret, employait lui-même 9 Turcs clandestins dans son exploitation maraîchère de Sigloy!

C'est après la lutte des sans-papiers de la confection à Paris que ceux des tenues maraîchères de la région d'Orléans ont décidé d'aller à la CFDT soumettre leur problème...

la classe ouvrière de notre pays, c'est un moyen de peser sur ces droits, de les contourner et en fin de compte de les remettre en cause. C'est en même temps pouvoir assurer une série de travaux particuliers à des coûts minimum.

### QUI TIRE LES MARRONS DU FEU ?

Ainsi, la lutte des travailleurs turcs de la confection a montré que les ateliers clandestins constituaient

## Pour la défense des droits et libertés de tous les travailleurs, il faut imposer l'égalité des droits entre Français et immigrés

pour les grands de la confection, une réserve de main d'œuvre pour couvrir à moindre frais les pointes saisonnières; le système tout à fait parasitaire des facturiers, intermédiaires entre les ateliers clandestins et les commanditaires de travaux, étant là pour couvrir ces derniers. On peut penser d'ailleurs que la lutte des travailleurs turcs, qui se traduit actuellement par une procédure de régularisation de centaines de sans-papiers dans la région parisienne (près de 2.000 à ce jour), est intervenue à un moment — favorable — où le caractère parasitaire de ce secteur était devenu tel que son intérêt pour les monopoles français de la confection et du textile s'en trouvait réduit.

Ainsi, pour la lutte des sans-papiers du bâtiment à Clermont-Ferrand ou à Bordeaux : c'est bien en fin de compte dans les caisses des grands de la construction, de l'immobilier ou des travaux publics que passent, plus ou moins directement, les profits réalisés sur le dos des sans-papiers par des petites et moyennes entreprises qui ne font en fait qu'assumer, pour le compte des grands, des travaux plus ou moins annexes. C'est d'ailleurs le lot — et la fonction — des PME dans le système monopoliste tel qu'il est



# IMMIGRES SANS PAPIERS, ... UN TRAFIC LUCRATIF COUVERT EN HAUT LIEU

développé en France.

Ainsi aussi pour les ouvriers agricoles, aujourd'hui dans la région d'Orléans et à Bordeaux également, hier ou demain pour la main d'œuvre saisonnière (qui vient massivement, du Portugal ou d'ailleurs, assumer à moindre frais les vendanges par exemple : on sait bien que ce sont les trusts de l'agro-alimentaire ou de la distribution qui fixent les prix agricoles). C'est dans leurs cais-

ses que rentre la plus-value résultant de l'exploitation de ce type de main d'œuvre.

A travers le problème des sans-

papiers — des sans-droits complets — c'est le problème des droits en général qui se trouve posé. Lorsque le gouvernement met en place les lois

Bonnet-Stoléro qui mettent des centaines de milliers de travailleurs immigrés, non clandestins ceux-là, à la merci de la police, de l'administration, il constitue aussi une nouvelle catégorie; encore bien plus vaste, de « sans droits légaux » que le patronat pourra directement, légalement, employer à des conditions inférieures et peser ainsi, à grande échelle sur les conditions et droits de tous les travailleurs.

Lorsque la RATP, par le biais de la sous-traitance, emploie, en dessous même du SMIC, des travailleurs immigrés pour le nettoyage du métro, c'est bien ce problème qui est posé.

Gilles CARPENTIER

### Sans papiers ... avec combativité

La forme de lutte utilisée par les sans-papiers a souvent été la grève de la faim. Soutenue par une puissante campagne de popularisation et de mobilisation, celle des travailleurs turcs de la confection à Paris a eu un grand retentissement; des manifestations, rassemblements, gala avec plusieurs milliers de participants, et pour finir, une victoire : l'ouverture d'une procédure de régularisation à Paris qui peut concerner des milliers de travailleurs.

Dans le courant de cette lutte, environ 1.200 travailleurs se sont syndiqués à la CFDT : voilà une force avec laquelle le pouvoir a dû compter et devra compter! Ces travailleurs seront présents à la marche contre les lois Bonnet-Stoléro, pour la régularisation de tous les sans-papiers, pour l'égalité des droits entre travailleurs français et immigrés, à Paris, le 10 mai.

Leur lutte en a suscité d'autres analogues. Ainsi, à Bordeaux, 28 travailleurs immigrés sans papiers (26 Turcs et 2 Tunisiens) ont fait une grève de la faim de 33 jours que plusieurs d'entre eux ont terminée (et poursuivie) à l'hôpital. Cette grève s'est achevée le 1er mai sur une victoire partielle : ils ont obtenu des pouvoirs publics un récépissé provisoire de séjour de 3 mois, renouvelable tous les 3 mois jusqu'à étude complète du dossier (150 dossiers ont été constitués, 80 récépissés avaient été délivrés le 2 mai). Mais ils n'ont pu obtenir une attestation provisoire de travail.

Ouvriers agricoles et ouvriers du bâtiment, ils travaillent plus de 10 heures par jour, six jours par semaine, pour moins que le SMIC, pour certains depuis plus de 10 ans. Il arrivait que leurs employeurs, après les avoir utilisés 1 ou 2 mois, les mettent à la porte sans même les payer!

Un très large soutien s'est manifesté à leur égard dans la population bordelaise : comité de soutien regroupant 23 organisations, 8.000 signatures à une pétition, soutien financier, etc.

### Sur les chantiers de Clermont-Ferrand

Les Turcs sans-papiers de Clermont-Ferrand, travailleurs du bâtiment, ont eux aussi mené la lutte pour obtenir des cartes de séjour et de travail. Grève de la faim, large soutien. Ils ont dû pourtant interrompre leur combat sans avoir gagné pour l'instant. Les belles envolées sociales de Stoléro ne valent-elles donc que pour Paris? Pour un ministre, c'est un champ de compétence bien étroit. A moins que le patronat (et Stoléro est d'abord à l'écoute du patronat, force est bien d'en convenir) n'ait pas été soumis à une pression suffisante pour lui faire lâcher un morceau auquel il tient fort?

## Les filières

Avoir des papiers — une carte de séjour, une carte d'identité — voilà la clé qui ouvrirait à l'immigré clandestin la porte d'une situation normale, l'accès à un travail mieux payé, à un minimum de droits. Aussi, on s'en doute, l'immigration clandestine nourrit un vaste trafic de faux papiers. L'ampleur de ce trafic? Là encore, l'évaluation est bien difficile, mais sans doute les détenteurs de faux papiers sont-ils aussi nombreux sinon plus, que les « sans papiers » eux-mêmes.

Ils constituent une catégorie tout à fait intéressante pour le patronat, surtout avec la loi Bonnet qui fait peser sur eux l'épée de Damoclès de l'expulsion immédiate par voie administrative, sans intervention de la justice. L'exemple des Tuileries St André, à Marseille, est édifiant à cet égard.

De plus, ils ne coûtent rien, ce qui n'est pas non plus négligeable. En effet, la procédure légale pour un patron qui veut utiliser de la main d'œuvre immigrée l'oblige à passer par l'Office national de l'immigration (ONI) et à verser à l'ONI, qui contrôle toute l'immigration officielle, la somme de 2.400,00 F par immigré embauché.

Pour le patronat, le seul moyen d'éviter ces frais d'embauche, lorsqu'il fait appel à de nouveaux contingents d'immigrés, c'est de recourir à l'immigration clandestine.

Le scénario classique pour ces importations de main d'œuvre était autrefois le suivant : les immigrés, attirés par des offres alléchantes, poussés par le sous-emploi dans leur propre pays ou carrément recrutés par des agents spécialisés, arrivaient en France munis d'un simple passeport, en « touristes », par avion ou bateau, parfois même par charters spécialement affrétés. Puis, selon la filière et selon la politique suivie à l'égard du pays d'origine, tous ceux qui ne pouvaient régulariser leur situation venaient grossir les rangs des « sans-papiers » ou des acquéreurs potentiels de fausses cartes.

Aujourd'hui, les conditions d'admission sont régies par des règles extrêmement restrictives. Du même coup, contourner ces réglementations implique de nouveaux trafics.

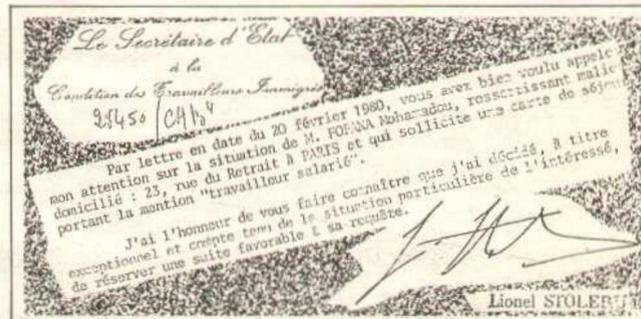
Première possibilité : intégrer l'étranger dans les filières légales d'immigration en falsifiant sa nationalité d'origine. Ainsi, au Sénégal d'où l'immigration n'est pas interrompue, on vend (en toute complicité des gouvernements français et sénégalais) des certificats de naissance à des ressortissants d'autres pays africains.

Les cartes d'identité établies pour les habitants des prétendus départements et territoires d'outre-mer sont l'objet d'un trafic analogue.

Autre possibilité : faire entrer les immigrés clandestins munis de faux titres de séjour. Une « filière belge », dotée d'un solide réseau de faussaires, se fait particulièrement active dans ce domaine.

Bien entendu, les organisateurs du trafic bénéficient de complicités dans l'administration française, ne serait-ce que pour se procurer cachets et sceaux officiels. Il est arrivé qu'il y ait des condamnations pour ce genre d'activités (à Nanterre par exemple). Et c'est peu dire que ce trafic est lucratif : chaque carte se vendant plusieurs milliers de nouveaux francs, pour les organisateurs du trafic, ce sont des millions empochés régulièrement.

Bien souvent, l'immigré victime de ce trafic n'en découvre qu'après coup les implications. Il peut même croire que ses papiers sont authentiques, par exemple quand l'affaire est faite et arrangée avant même son arrivée par les soins de compatriotes plus ou moins impliqués dans le trafic.



### Olida : quand Stoléro doit céder

Olida : usine d'alimentation à Levallois (banlieue parisienne) ; un millier d'ouvriers. Mahmado Fofana, près de 6 mois après avoir été licencié, vient d'être réintégré. Une longue bataille, faite de démarches et pressions syndicales, jusqu'au niveau de la confédération CFDT, auprès de la Préfecture, du Ministère; une bataille menée en association avec celle des Turcs de la confection.

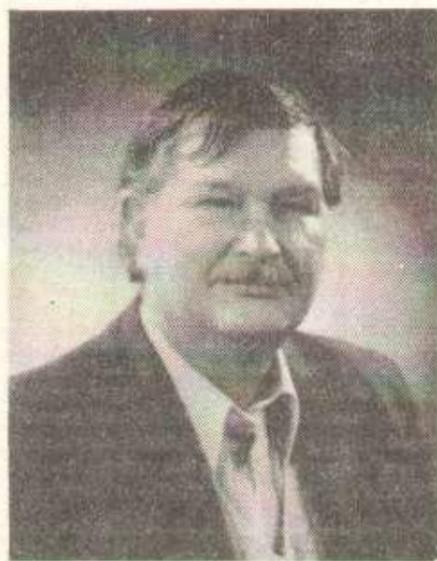
M. Fofana avait une authentique carte de séjour, délivrée par la Préfecture... mais sans dossier correspondant, avec un numéro bidon. Victime d'un trafic au sein de l'administration. Doublement victime, puisqu'il a fait 18 jours de prison pour usage de faux papiers, condamné aussi à 1.000,00 F d'amende. Après cela, vidé d'Olida, arrêté deux fois, sans papiers cette fois et condamné encore à 1.000,00 F d'amende la première fois, 50,00 f la

deuxième (il faut dire qu'une vingtaine de syndicalistes étaient cette fois présents au tribunal de police!). Il travaillait à Olida depuis 76. Les patrons connaissent le trafic; 9 avant lui avaient été licenciés pour le même motif dans les années précédentes.

Comment peut se sentir un travailleur muni d'une telle fausse carte, si vraie pourtant? Pieds et poings liés, otage du patron.

Mais là, ça n'a pas marché, Stoléro a fini par accepter de lui accorder la carte de séjour portant la mention : « travailleur salarié ». Il a fallu encore batailler pour que le patron le reprenne, mais maintenant, c'est fait!

C'est important. Il ne faut pas qu'il y ait parmi les travailleurs d'une usine certains qui soient licenciés du jour au lendemain. Il ne faut pas que le patron ait de tels otages, car, finalement, c'est pour tous les travailleurs de la boîte que ce n'est pas bon.



Comment devient-on militant ? Pourquoi ? A quoi ressemblent les militants du PCML ? Par quels chemins, quelles démarches sont-ils venus à lui ? Pourquoi agissent-ils dans ses rangs ? Des questions que vous vous posez sans doute.

Aujourd'hui, nous vous parlerons de Max. Comme on dit, Max c'est un vieux de la vieille. Il faut bien le dire, dans notre Parti où la moyenne d'âge se situe plutôt autour de la trentaine, Max, qui a maintenant atteint ses 55 ans, constitue une exception. Cela fait 12 ans qu'il milite dans notre Parti. Faites connaissance avec lui, vous ne le regretterez pas.

## MAX Des combats de la Libération aux heures d'aujourd'hui ...

Le père de Max était ouvrier électricien. Il était membre du Parti communiste avant la guerre. Sa mère, elle, était plutôt d'origine catholique. Les grands-parents allaient à la messe le dimanche. Dans la famille, il y avait souvent des discussions sur ce qu'était le communisme et les points de vue n'étaient pas les mêmes. La Révolution d'Octobre avait produit un choc sur le père de Max. Il racontait souvent les grèves auxquelles il avait participé dans sa jeunesse. Il racontait à son fils comment ça se passait, les heurts avec la police. Il faisait son éducation. En 34, il l'avait emmené une fois assister à des affrontements entre la police et les ouvriers. Son père essayait de lui montrer la réalité.

En 1939, au moment du traité entre l'URSS et l'Allemagne, il n'a pas compris la politique de l'URSS. Ça a été la cassure avec le PCF.

La guerre est arrivée, le voilà mobilisé jusqu'en 1940. Quand, en 1942, on a commencé à parler du travail obligatoire, à avoir des informations clandestines par des tracts, à voir se multiplier les rafles dans les cinémas, les contrôles à droite, à gauche, le père de Max a pensé que son fils risquait un jour d'être embarqué par les Allemands. Comme une tante travaillait dans un laboratoire de pharmacie qui avait été replié dans les Basses Pyrénées, c'est là que Max fut envoyé. La ville s'appelait Salies de Béarn. Max avait alors 17 ans.

### JEAN, MILITANT DU PCF

Mettre des produits pharmaceutiques en flacons, ce n'était pas passionnant. Max, après plusieurs boulots, a cherché un emploi dans l'électricité, comme son père. Finalement, il a été embauché dans une petite entreprise de 4 ou 5 ouvriers. On y faisait de l'installation électrique. Pas beaucoup d'ouvriers, mais, parmi eux, il y avait Jean, militant actif au PCF.

Mais laissons parler Max.

« On participait à des distributions de tracts, à des collages d'affiches clandestines. La ville était à moitié occupée. C'était la zone libre d'un côté, la zone occupée de l'autre. Elle était coupée en deux. On participait à des passages de la ligne de démarcation. On faisait passer des gens recherchés par la police, des militants qui avaient un travail à faire de l'autre côté de la zone. On distribuait des tracts dans les boîtes aux lettres ou à la sauvette sur les marchés. C'était rapide, de manière à ne pas se faire repérer. On était toujours deux ou trois au maximum. Il y en avait

un qui faisait le guet et les deux autres distribuaient les tracts. C'était des tracts qui expliquaient la situation en France, les victoires que remportaient les Alliés, les actions de résistance. La distribution de tracts, le collage d'affiches étaient considérés comme un attentat contre l'armée d'occupation. On risquait la prison pour un temps illimité. Quand tu étais en prison, s'il y avait eu des « sabotages » comme disaient les Allemands, tu pouvais être fusillé comme otage.

« A partir de fin 42, lors de l'occupation totale de la France, il y avait des opérations beaucoup plus lointaines. Il fallait traverser les Pyrénées pour faire passer les gens en Espagne. Il y avait des passeurs professionnels ou des gens qui connaissaient bien la montagne qui servaient de guides. Parfois, on récupérait des gens dans l'autre sens qui revenaient en France. A certaines périodes, on a fait passer des aviateurs ou des personnes qui avaient été parachutées en France.

### LA LIBERATION

« A partir de juin 44, on a commencé à ne plus aller travailler aussi régulièrement qu'avant. Jean a commencé à dire qu'il allait falloir faire autre chose, qu'il avait des directives pour intercepter les Allemands, les empêcher de repartir ou de s'échapper par l'Espagne. Des groupes ont été constitués sur la région, dirigés par le Parti pour fermer la frontière espagnole, intercepter les Allemands. On était deux plus lui pour partir à la frontière espagnole. Le temps d'organiser le départ, de laisser tomber la boîte, ça a demandé une dizaine de jours. Je me rappelle qu'on était parti en camion. On avait un drapeau rouge, c'était la Libération. A la frontière espagnole, on a rencontré d'autres camarades. On était une cinquantaine. On montait la garde pour empêcher qui que ce soit de circuler d'un côté et de l'autre. Il fallait avoir des papiers spéciaux pour circuler. On avait aussi des tours d'entraînement militaire. On était armé, je me rappelle que j'avais un Mauser.

### PREMIERES QUESTIONS

« En 44 déjà, Jean s'est posé pas mal de questions sur le PCF. Il y avait des contradictions entre les FTP et les FFI. Les contradictions, on les connaît maintenant, mais à ce moment-là, on ne voyait pas tellement clair. Les FTP étaient pour mener l'action contre l'ennemi quand il y avait à la mener, sans attendre la Libération; les FFI, c'était plutôt l'inverse, il fallait

attendre le jour J. Lui, il s'est posé pas mal de questions quand les FTP se sont pratiquement mis sous les ordres de De Gaulle. Il s'est demandé ce que ça voulait dire. Il n'était pas d'accord là-dessus, pas plus qu'il n'a été d'accord pour rendre les armes. Il disait qu'on était en train de se faire couillonner, de se faire piéger. A la Libération, nous on pensait qu'il y allait y avoir une prise de pouvoir par les communistes, que les communistes allaient être l'élément dirigeant, l'élément moteur. Mais à partir du moment où il a fallu

### RETOUR A PARIS

En 1945, à 19 ans, Max est de retour à Paris. L'âge de faire son service militaire. En plus, pas de boulot. L'armée de l'air offrait des écoles. Il s'engage. Le voilà bon pour cinq ans dans l'aviation. Pendant deux ans, il est à l'école comme mécanicien radio. Il aura l'occasion de manger à la table de Charles Tillon, alors ministre et qui, assez souvent, invitait des troupions à manger avec lui pour discuter. Puis la guerre d'Indochine éclate. Il refuse de partir. Son contrat d'engagement est cassé. Il finira

rien faire. Tout était toujours ramené sur le terrain des élections : il faut voter communiste. Là, dit-il, se limitait leur ambition de changer la société.

A une période où le travail était difficile, Max est tombé sur des gens qui lui ont dit : ton commerce n'est pas moderne, il faut le moderniser. « J'ai eu le malheur de les écouter » dit Max. Il a emprunté de l'argent. Mais, avec les charges, il est arrivé un moment où il n'a plus pu rembourser. En plus, l'Etat lui est tombé dessus avec les impôts. Par-dessus le marché, des difficultés de famille viennent s'ajouter.

Plus les années passaient et plus il voyait s'éloigner l'idéal de la Résistance : changer la société, faire le socialisme.

Il a cherché, a participé à plusieurs trucs soi-disant progressistes. Un jour, il rencontre des gens disant défendre le petit commerce... Jusqu'au jour où ils se mettent à parler d'Algérie française. C'étaient les poujadistes. Il ne va pas plus loin. Les années passent.

### LA RENCONTRE

Et puis, un jour, en 1967, en faisant des courses dans Paris, il voit une affiche qui parlait de la reconstruction d'un nouveau parti communiste en France. Elle était signée du Mouvement communiste français marxiste-léniniste qui allait donner naissance au PCMLF. « Ça m'a vachement intrigué — dit Max — ça m'a posé des questions ». Il y avait une adresse. Il écrit pour recevoir le journal. « Les articles que j'ai lus — dit-il — m'avaient passionné et correspondaient à ce que devaient être pour moi un parti communiste ». Il se rend au siège, boulevard Magenta. Il découvre tout un tas de brochures qui l'intéressent beaucoup. Il décide de demander à adhérer. Cinq à six mois se sont écoulés avant qu'il ne devienne membre effectif du Parti. Il participe au travail du journal quand il a du temps de disponible, à des collages d'affiches, des distributions de tracts, des ventes du journal. Arrive mai 68 avec toutes ses espérances. « Je me rendais compte — dit Max — qu'on était un peu jeune et pas assez nombreux. Ce qui m'a frappé, c'est l'attitude du PCF. Cela m'a vraiment montré qu'ils n'étaient pas pour un changement de régime comme ils le disent ». Décidément, il fallait un autre Parti qui ait une ligne révolutionnaire. C'est à renforcer ce Parti que Max travaille depuis 12 ans.

P. BURNAND

## Et si c'était à refaire ?

« Si c'était à refaire, je recommencerais parce que je me dis : on est pour tel ou tel type de société. Si on est pour la société capitaliste, il n'y a pas besoin bien sûr d'être membre du Parti. Si on est pour une autre conception de la vie et de la société, il n'y a pas d'autre moyen que d'être organisé. Je ne vois pas comment arriver à changer la société si on n'est pas organisé. Avec tous les problèmes qu'on peut avoir, toutes les différences qu'on peut avoir, les conceptions différentes sur certaines questions, si on n'est pas des gens qui veulent s'organiser, je ne vois pas comment on peut aboutir à un autre type de société. Ou alors on discute en vase clos pendant des mois et des mois, chacun de son côté, ou alors on fait un parti à tendances, on sait ce que ça donne, ou alors on ne fait rien du tout, on reste sous la coupe de la bourgeoisie à courber de los. Si la classe ouvrière veut un autre avenir, il n'y a qu'en étant organisée qu'elle peut y arriver.

« Des camarades sont désespérés bien souvent parce qu'ils n'ont pas de victoire immédiate, mais il faut se dire que les victoires, ça se construit. Ça demande un certain nombre de sacrifices. Je suis confiant dans l'avenir. Je sais que tout ou tard, la société dans laquelle on est va éclater. On peut me dire : j'entends ça depuis 20 ans, 30 ans, mais on voit jour après jour que la société capitaliste a de plus en plus de contradictions au sein d'elle-même. On sent bien que tôt ou tard la classe ouvrière va prendre conscience de ce qu'elle peut faire. Tôt ou tard, il y aura un réveil. Plus tôt ce sera, mieux ce sera bien sûr. »

se mettre sous la coupe de De Gaulle, on s'est aperçu que ça ne serait pas possible, on ne voyait pas comment ça pourrait se faire avec De Gaulle. On voyait mal un général de la bourgeoisie diriger la classe ouvrière pour prendre le pouvoir.

« Pendant une période, l'idée de Jean c'était qu'on devienne membres du Parti, mais par la suite, il a dit : il va falloir voir comment ça va évoluer. Son travail militant était alors beaucoup moins axé sur le fait de dire qu'il fallait rentrer au Parti. Il disait qu'il fallait être très vigilant. Il avait senti qu'il y avait des choses qui ne collaient pas. »

son temps dans les bureaux de l'armée de l'air, au Ministère. A l'armée, il voyait à nouveau le gâchis et les combines se réinstaurer. C'était la classe dirigeante qui retirait les marrons du feu.

Finis les cinq ans dans l'armée de l'air, son père qui s'était monté artisan électricien, lui propose de reprendre le commerce à son compte. Là, il découvre les problèmes des artisans. Les charges étaient écrasantes. A Noisy le sec où il travaillait, quand on voulait voir le maire communiste pour discuter avec lui au sujet des impôts ou des charges locales, la réponse était toujours : on ne peut

# 1515 - Marignan 1815 - Waterloo 1980 - Réforme de l'histoire à l'école

Pourquoi une réforme des programmes d'histoire aujourd'hui ?

Cette réforme reflète la prise en compte de transformations profondes qui ont eu lieu ces dernières années à l'échelle mondiale. Depuis la IIIe République, l'histoire était un élément important de la formation civique. Il s'agissait, selon Lavis (1\*) de faire de l'enfant « un citoyen pénétré de ses devoirs et un soldat qui aime son fusil ». L'histoire servait en partie alors à lutter contre l'église et les aristocrates afin de donner une assise solide au pouvoir de la IIIe République et de préparer la revanche contre les Allemands (après la défaite de 1870).

Par ailleurs, les programmes glorifiaient les conquêtes coloniales de la France et sa « mission civilisatrice ». Or, depuis les années 60, la plupart des pays colonisés par la France ont acquis leur indépendance. D'autre part, les pays européens tentent de s'unir au sein de la CEE.

Le pouvoir a donc moins besoin d'une histoire cocardière avec Jeanne d'Arc, Bayard, Clémenceau, etc. L'histoire est déjà devenue facultative à l'école primaire où elle fait partie des activités d'éveil. Cela signifie que le maître, s'il le souhaite, peut proposer à ses élèves de faire l'étude de l'histoire de leur village ou tout autre travail. Cependant, il faut une solide formation pour

qu'un tel travail soit bien compris.

Autrefois, le lycéen devait en 7 ans étudier l'aventure humaine, de la préhistoire à nos jours. Dans les faits, il s'agissait surtout de l'histoire des élites et des « grands ». Mais depuis quelques années, il s'est développé parmi les professeurs une tendance à parler des événements sociaux, des luttes paysannes, des révoltes ouvrières, du travail des enfants au XIXe siècle, etc. Les enseignants abordaient alors les faits sociaux, les faits économiques, la vie quotidienne du peuple. Il faut dire que la moyenne d'âge des professeurs d'histoire est de 32 ans. Tous étaient étudiants en mai 68. Les raisons que je viens d'énoncer expliquent la réforme entreprise par le ministre Haby.

Mais, y a-t-il disparition de l'histoire dans le secondaire ?

L'histoire continue d'être enseignée, mais d'une façon différente. L'horaire a été amputé d'une demi-heure par semaine tandis que le temps et l'espace à découvrir sont étendus. Civilisations musulmans, chinoise, indienne... Etude de grands thèmes comme le commerce des origines à nos jours. Du fait de cette réduction d'horaire et de l'élargissement des thèmes, il a fallu effectuer un découpage qui semble donner la part belle aux

L'histoire des « grandes batailles » et des « grands hommes » telle qu'on l'enseignait à l'école a servi pendant plus d'un siècle à préparer des générations de citoyens et de soldats à la reconquête de l'Alsace-Lorraine et aux guerres coloniales tout en créant un consensus entre les classes. Actuellement une réforme de l'enseignement de l'histoire se met en place dans le secondaire et on entend parler dans tous les azimuts de crise et de disparition de l'histoire. Y a-t-il crise ou adaptation de cet enseignement aux nouveaux besoins du pouvoir à la veille du « 3ème millénaire » ? C'est la question que nous avons posée à un membre du comité de rédaction du *Peuple français*, revue d'histoire populaire.

Nos ancêtres, les Gaulois...



CHASSE DE GERGOVIE, YERCINGE-TORIX ET SES AMIS RECRUTÈRENT DES PARTISANS DANS LA CAMPAGNE ARVERNE, REVINRONT DANS LA VILLE ET ÉCARTÈRENT LES NOTABLES. LE JEUNE CHEF FUT PROCLAMÉ ROI DES ARVERNES.

périodes d'apogée et de consensus social. On étudiera la démocratie à Athènes du Ve siècle avant J.C., la Gaule romaine au IIe siècle (on passe sous silence la conquête et la résistance qu'elle a engendrée. Les pro-

jecteurs sont braqués sur des périodes où les conflits sociaux sont peu aigus. A propos de la Révolution française, on parlera peu des Sans-culottes et de la période de crise de 1793-1794. Il est prévu d'étudier plutôt

l'évolution des méthodes agricoles que la manière dont les paysans se sont organisés pour défendre leurs communaux contre la bourgeoisie citadine et rurale au XVIIIe-XIXe siècle.

Faut-il regretter l'histoire chronologique et les anciens programmes ?

En 1ère et en terminale, on traitera désormais des problèmes contemporains : la décolonisation, le Tiers Monde, le fascisme, la deuxième guerre mondiale, les droits de l'homme... Il serait paradoxal de regretter l'histoire des batailles et des « grands hommes ».

Avec ces nouveaux programmes, les enseignants qui le veulent ont plus de latitude pour aborder les problèmes brûlants d'aujourd'hui.

Car l'histoire n'est pas neutre. Lavis (1) lui-même écrivait : « Je ne vois pas comment séparer l'histoire de la politique. Il faut que les enfants fassent de la politique comme le bourgeois gentilhomme faisait de la prose ». L'histoire a toujours été l'enjeu d'une lutte politique entre les classes dominantes et le peuple.

Propos recueillis par Léon Cladel

(\*) Lavis : des générations d'élèves ont appris d'histoire de France à partir des programmes conçus par cet historien au début de la IIIe République. Ecrasement de la Commune, conquête de l'Indochine, rêves de revanche contre les Prussiens ; tel était le contexte.

## LE ROI ET L'OISEAU : UNE DOUBLE VICTOIRE

Si vous aimez le travail bien fait, si vous aimez l'humour et la poésie, allez voir *Le Roi et l'Oiseau* (Réalisation Paul Grimault).

Il n'est pas douteux que Jacques Prévert s'est inspiré de *Métropolis* de Fritz Lang : la description du palais royal fait penser au Yoshiwara, monde des seigneurs, avec ses jardins suspendus, et l'on retrouve dans les deux films l'atmosphère sinistre de la ville d'en bas, avec les escaliers qui y mènent, les souterrains où les ouvriers travaillent à la chaîne, voire enchaînés ; mais ici, les opprimés ne se trompent pas de cible : ils ne se révoltent pas contre Moloch, la machine, mais s'en servent pour détruire le despotisme. Ici, il n'est pas question, comme dans *Métropolis* d'une réconciliation finale des classes (Fritz Lang admettait d'ailleurs la fausseté de sa conclusion) ; le despote et ses sbires sont irrémédiablement vaincus. Grimault apporte à ce scénario ses couleurs, ses dessins et le mouvement. La synthèse donne un récit entraînant, admirable d'humour et de poésie dont vous avez sans doute vu à la télévision quelques extraits, la description du palais royal, la poursuite, l'intervention du robot (Goldorak avant l'heure ?), en sont les moments les plus captivants.

## BRECHT ET ODETS 2 FORMES DE THEATRE OUVRIER

Marcel Bluwal, réalisateur de télévision et metteur en scène, vient de monter parallèlement 2 pièces de théâtre qu'il joue successivement dans la même séance au Théâtre de l'Est Parisien. L'une est de Odets : le F.T.Y. l'autre de Brecht : Mahagonny. Ces deux auteurs proches des communistes ont deux démarches différentes.

Dans une interview, Bluwal explique pourquoi il a choisi deux auteurs des années 30.

« Parce que j'éprouve une grande tendresse pour ces gens qui dénonçaient l'injustice sociale. A une époque qui fait de l'inégalité le fondement de la société, c'est assez stimulant. Au moment où l'on élimine l'histoire des programmes scolaires, je crois, moi, qu'une société sans histoire est une société sans avenir. Enfin, les périls qui « montaient » dans ces années-là sont les mêmes qui nous menacent aujourd'hui... »

Mais le théâtre c'est aussi le plaisir. Or, je m'ennuie de plus en plus au théâtre. Alors, je crois qu'il est urgent de revenir à des pièces fortes, perceptibles. Les gens ont besoin de comprendre ! Les fantasmes des metteurs en scène, cela produit quelques fois de grandes choses, mais il est temps de retrouver le consensus avec le public. On ne fait pas de théâtre sans public ».

\* TEP, 17 rue Maître-Brun, 75020 PARIS. Tél : 636.91.02

# ...TELE RENDEZ-VOUS...TELE RENDEZ-VOUS...

A partir du 8 mai, Tous les soirs sur TF1, à 18h45  
**LE JOURNAL TELEVISE DE MAI-JUIN 40**

Soir après soir et 40 ans après, Henri Amouroux va raconter aux téléspectateurs la courte période qui, du 10 mai au 24 juin 40, a vu l'anéantissement de l'armée française par les nazis. Projet ambitieux : il est difficile — même si l'on dispose de films, de photos et de cartes — de décrire sous forme de journal télévisé la campagne de France sans tomber dans le commentaire de bataille.

« Il faut, dit Henri Amouroux, montrer, et là les archives en témoignent, le décalage entre l'attitude de la France et celle de l'Allemagne. D'un côté, une lenteur et un manque de résolution flagrants, de l'autre une organisation et un sens de l'attaque extraordinaires ». Dans les trois premiers épisodes déjà projetés à la presse, le narrateur met en lumière les conditions qui ont précédé l'affrontement : le 9 mai, à la veille de l'attaque, le gouvernement Reynaud était démissionnaire, 12% des soldats mobilisés étaient permissionnaires. D'un côté, une armée moderne qui venait de se battre en Pologne, de l'autre une troupe complètement démobilisée par les illusions de Munich. Peut-être Amouroux insiste-t-il un peu trop sur le décalage technique entre les deux armées, sur ce qu'il appelle la division des Français alors qu'il aurait pu montrer avec plus de relief l'esprit de concession des dirigeants français vis-à-vis du Reich nazi, dirigeants qui nourrissaient encore en 40 l'illusion d'un renversement d'alliance qui aurait détourné Hitler contre l'URSS.

Amouroux a intitulé sa série « *Journal d'un printemps tragique* ». Des illusions chèrement payées, une leçon de plus en plus actuelle.

Mardi 13 mai à 20h35  
Les dossiers de l'écran  
**« LA CONDITION FEMININE »**  
introduit par un téléfilm américain :  
**« Les filles au bureau »**

Ben Nayfak, propriétaire d'un grand magasin à Houston a décidé d'ouvrir le « plus grand complexe commercial du monde », de l'autre côté de la ville.

Les travaux vont durer un an. Aidé de ses deux adjoints, Mike Holden et Bill Pearson, Lee Rawling, le chef du personnel, est chargé de constituer une équipe « jeune et dynamique » pour la nouvelle entreprise.

Trois jeunes femmes sont recrutées : Rita, Karen et Tracy, qui, bien qu'elles habitent ensemble, n'ont pas du tout les mêmes ambitions.

Karen et Tracy, les plus jeunes, croient qu'il suffit de travailler pour réussir et refusent toute compromission. Quant à Rita, moins naïve et sans scrupules, elle grimpe les échelons, entre dans toutes les intrigues, n'hésite pas à flirter avec ses chefs jusqu'à ce qu'elle obtienne un poste important. A quelques jours de l'inauguration du complexe, Ben Nayfak meurt d'une crise cardiaque. Ses adjoints engagent une bataille féroce pour le contrôle de l'entreprise.

Les femmes, celles qui ont du travail, occupent bien souvent les postes les plus déqualifiés et les moins rémunérés. Non contents de les exploiter, les patrons ou les chefs exercent un véri-

table chantage à l'emploi ou à la promotion pour obtenir leurs faveurs. Mais la condition féminine dans la France d'aujourd'hui, c'est aussi le chômage des femmes, l'application de la loi Veil, le problème des crèches, le viol, etc. Un dossier de l'écran qui promet d'être animé.

Jeudi 15 mai sur TF1  
**RAOUL, LA MOTO, LES JEUNES, ET LES AUTRES**

Kick... c'est le nom d'une pièce qui sert à mettre en marche d'un coup de pied le moteur de la moto.

Raoul : un homme de cinquante ans, passionné de mécanique et de moto, le seul à dialoguer avec les jeunes. Alba, petit village de l'Ardèche est divisé en deux clans : les « pour » et les « contre ». Ceux qui sont pour la moto et pour les jeunes, ceux qui sont contre la moto et contre les jeunes.

Huit jeunes étudiants, fils de notables ou de paysans, se retrouvent ainsi au cours de sorties en moto. Dans cette série en 6 épisodes, le réalisateur, Louis Rognoni, a voulu aborder « d'une part, ce phénomène de la moto chez les jeunes et d'autre part ce manque de conversation entre les jeunes et leurs parents qui trouvent ça aberrant ». Si le film avait été situé dans un milieu urbain, il y aurait sûrement gagné en authenticité. Par ailleurs, dans les deux premiers épisodes, les jeunes sont très peu montrés dans leur travail, sauf une fille employée dans la pharmacie du village. On ne voit les jeunes que sur leurs motos.

# ...TELE RENDEZ-VOUS...TELE RENDEZ-VOUS...

## Un officier vietnamien confirme l'usage de l'arme chimique au Cambodge

Un officier d'artillerie de l'armée vietnamienne, occupant le Cambodge depuis janvier 79, a déserté son unité, la 75e division, en janvier, après 15 ans passés dans l'armée populaire vietnamienne et 11 ans au parti communiste.

Ses révélations confirment les nombreuses déclarations du gouvernement du Kampuchea démocratique (dit «khmer rouge») sur l'utilisation de gaz toxiques par l'armée vietnamienne et le détournement des aides alimentaires au profit de l'occupant. Selon Le Monde du 29 avril, cet officier vietnamien a déclaré que «des gaz de combat sont régulièrement utilisés, en particulier des gaz incapacitants qui, selon lui, sont appelés CZ (en réalité CS) quand ils sont d'origine américaine et HZ quand ils sont de fabrication soviétique et qui seraient entreposés dans l'ancienne base américaine de Long-Binh, près de Ho-Chi-Minh-Ville. Ils peuvent être mortels dans certaines conditions et causer parfois des effets secondaires : impuissance chez les hommes, formation de fœtus anormaux chez les femmes. Tous les types de canons sont pourvus d'obus chimiques, dont l'emploi est autorisé au niveau du régiment, et qui ont été massivement utilisés au Cambodge depuis l'an dernier. Il en a constaté l'emploi à Kompong Cham en janvier 79 (140 obus en une heure), à Kratié, à Sisophon, Poipet, Phnom-Malai,

Kompong Speu. D'autre part, des produits chimiques ont, selon lui, été répandus dans certains cours d'eau pour les empoisonner. «Il déclare aussi que beaucoup de ses camarades, fatigués eux aussi par la guerre, songent à désertir, qu'ils ont subi de lourdes pertes lors de l'attaque du Cambodge, lors du «nettoyage» des zones frontalières (...), il nous dit que la ration de ses hommes était composée aux 2/3 de riz donné par les organismes internationaux et pour le reste de blé soviétique (...).»



Chars russes à Kaboul — janvier 1980

le Minas Gerais, ce sont les professeurs qui sont en grève générale.

Des dizaines de dirigeants syndicaux destitués, arrêtés (dont «Lula», le leader le plus populaire) et même kidnappés, brutalités policières — y compris contre des parlementaires, enlèvement d'une église par les blindés... rien n'arrête les 300 à 350 000 métallos dans la plus grande lutte ouvrière de l'histoire du Brésil. La grève est dirigée par une commission de 400 travailleurs.

Alors que la junte parlait hier d'ouverture politique, elle refuse de négocier. Elle voudrait aujourd'hui licencier tous les grévistes! La Confédération mondiale du travail a, le 28 avril, porté plainte auprès du BIT contre le gouvernement brésilien pour «violation caractérisée de la liberté syndicale».

Malgré l'interdiction de manifester et le gigantesque déploiement policier, la journée du 1er Mai a vu défiler des dizaines de milliers de métallos dans les faubourgs de Sao Paulo. Ceux-ci ont même réussi à reconquérir le stade de Sao Bernardo occupé depuis deux semaines par les forces

de répression, lieu où ils tenaient leurs assemblées générales.

### DES PAYSANS GUADELOUPEENS CONTRE EMPAIN-SCHNEIDER

Des paysans guadeloupéens, avec le soutien des syndicats anticolonialistes qui sont l'UPG (Union des paysans pauvres de la Guadeloupe) et l'UTA (Union des travailleurs agricoles), occupent depuis le 1er Mai cent hectares de terres de la «Société agricole» dont le patron n'est rien moins que le groupe Empain-Schneider. Le mouvement a été déclenché pour protester contre la plantation de bananes sur des terres généralement cultivées en canne à sucre. L'objectif du colonialisme français étant de substituer la culture de la banane à celle de la canne à sucre estimée moins rentable. Les syndicats refusent cette alternative, ils exigent notamment la replantation immédiate de la canne, la réaffectation de travaux d'entretien, la distribution des terres aux paysans sous forme de ferme...

### LA COLERE DES PALESTINIENS DE CISJORDANIE

Depuis des mois, le premier ministre israélien, Begin, encourageait l'implantation de nouvelles colonies sionistes en Cisjordanie, territoire palestinien occupé depuis 1967.

Vendredi 2 mai, un commando palestinien attaqua un groupe de sionistes extrémistes du «Goush Emounim» qui venaient d'organiser l'occupation d'un nouveau quartier dans l'ancienne ville palestinienne de Hebron. L'attentat faisait 5 morts et 17 blessés.

Aussitôt l'armée d'occupation israélienne se déchaîna contre toute la population arabe de Cisjordanie : arrestation et expulsion de 3 notables de la région de Hebron, couvre-feu, chasse à l'homme, fermeture des ponts vers la Cisjordanie, actes de vandalisme et coups de feu contre des maisons arabes.

Mais la révolte populaire ne s'est pas fait attendre et menaça d'embraser l'ensemble des territoires occupés depuis 67. Samedi, les manifestations de femmes et enfants palestiniens

étaient dispersées par des hélicoptères, bombardant des grenades lacrymogènes.

Décidément, «l'autonomie» de la Cisjordanie et de Gaza, prévue par les accords de Camp David, prend de plus en plus l'allure d'un vaste bluff.

### BOYCOTT DE L'EDUCATION RACISTE EN AFRIQUE DU SUD

Plus de 100 000 lycéens métis et indiens boycottent les cours depuis trois semaines pour protester contre «l'éducation raciste».

Le 30 avril, 854 lycéens métis ont été inculpés pour avoir pris part la veille à un «rassemblement illégal» dans une école près de Johannesburg. La police a également procédé dans les autres couches de la population à de nombreuses arrestations d'opposants à la politique d'apartheid.

Des instituteurs des écoles métisses ont rejoint le mouvement ainsi que les lycéens noirs. Le 1er mai, pour la première fois le personnel et les élèves d'une école blanche se sont déclarés solidaires du boycottage.

## 70 morts à Kaboul : le prix de l'amitié soviétique

Depuis le 12 avril, les étudiants de l'université de Kaboul se sont mis en grève illimitée pour protester contre l'invasion de leur pays.

Du 26 au 30 avril, de violentes manifestations ont eu lieu dans le centre de Kaboul. Des élèves de l'école secondaire d'Habidia, la plus grande du pays (12 000 élèves), ont lapidé des tanks soviétiques. Les cérémonies pour le 2e anniversaire du coup d'Etat pro-soviétique du 27 avril 1978 (que les autorités fantoches et leurs maîtres du Kremlin appellent la «révolution d'avril») ne se sont pas déroulées tel que l'entendaient les autorités. Dès le 26, les «hôtes étrangers» (pro-soviétiques qui appuient l'occupation russe) étaient reçus par les manifestants à coups de cailloux et

de pommes de terre. Les rues de la capitale retentissaient de slogans tels que : «Mort aux soviétiques», «Mort à Babrak Karmal».

L'escorte russe a alors ouvert le feu et tué plusieurs lycéens. Des milliers de personnes (surtout lycéens) ont continué à manifester, en portant les cadavres de leurs camarades sur leurs épaules. Le mouvement s'est étendu au lycée de Ghazi, au sud-ouest du pays, où des militaires russes ont été attaqués à coups de couteau.

Pour l'ensemble des manifestations, Chine nouvelle fait état de 70 morts parmi les manifestants. Dans tous les cas, les soldats afghans ont refusé de tirer sur leurs compatriotes et ce sont les Russes — utilisant des hélicoptères de combat MI 22 —

qui se sont chargés des tueries.

Depuis le soulèvement en masse des 21 et 22 février, ce sont les affrontements les plus importants à Kaboul. Et cette fois, une section de la tendance Khalq du «PC» (celle opposée à Karmal) soutenait les manifestants.

D'autre part, citant des sources haut placées à Kaboul, l'agence d'information indienne — PTI — affirme que l'URSS a déployé en Afghanistan des missiles balistiques de portée moyenne à ogives nucléaires de haute puissance. PTI affirme également que 5 000 tanks et véhicules blindés, pour transport de militaires, stationnent à la frontière iranienne où sont prêts quatre ou cinq divisions russes.

Claude LEBRUN

## IRAN-USA

Intervention militaire américaine en Iran. La route du pétrole menacée. Les troupes russes à quelques centaines de km de là, en Afghanistan. Les marines américaines et soviétiques face à face dans le détroit d'Ormuz ... De quoi demain sera-t-il fait ?

Le fiasco de Tabas : il y a des circonstances où les incidents de parcours et les défaillances techniques prennent valeur de symbole.

### Pro-américains ?

Le Pakistan que la propagande soviétique présente comme un instrument de Washington et comme la base de départ d'infiltrations américaines en Afghanistan, a sévèrement condamné l'attaque américaine en Iran. Le ministre des Affaires étrangères pakistanais a démenti formellement que des avions du commando américain aient décollé du Pakistan. Comme d'autres pays du Tiers Monde, il a qualifié l'opération d'«inadmissible», constituant «une violation grave de la souveraineté iranienne».

Le Japon, dont l'économie serait très affectée par un blocus des ports du Golfe est l'un des rares pays impérialistes de seconde catégorie à avoir «regretté» l'intervention américaine. Le premier ministre Ohira a déclaré : «Les Etats-Unis ne sont plus une superpuissance mais une puissance tout court. Le temps est passé où nous pouvions nous reposer sur la force américaine (...). Le dollar, autrefois plus fort que l'or, n'est plus qu'un morceau de papier : cette baisse de la monnaie américaine nous fait marcher sur des chemins boueux.»



### Qui est responsable de la crise ?

En choisissant l'intervention militaire contre l'Iran, les USA ont de nouveau eu recours à cette politique de la force, typiquement impérialiste qu'ils ont tant de fois expérimentée par le passé contre les peuples du monde. L'échec de l'opération ne doit pas nous faire oublier que des centaines de soldats américains ont débarqué en Iran, violant l'indépendance de ce pays du Tiers Monde.

Certaines personnalités comme Mitterrand ou forces politiques comme le RPR ont justifié l'intervention américaine comme la réponse légitime à la prise d'otages de Téhéran. Le secrétaire général du RPR a même déclaré : «Je pense que les

premiers responsables de cette affaire ne sont pas les Etats-Unis. Ce sont ceux qui, dès le départ, ont envahi une ambassade, pris des diplomates en otage et ainsi commis les premiers actes de guerre.»

Nous avons toujours condamné la prise d'otages comme non conforme au droit international. Mais puisqu'on nous parle de responsabilité première, hé bien, parlons-en! Qui a installé le Shah d'Iran au pouvoir en 53 par un coup d'Etat? Qui a protégé et soutenu jusqu'au dernier moment sa dictature sanglante et antipopulaire? Qui a formé des officiers de la sinistre police secrète, la Savak, dont l'un des crimes les

plus révoltants fut d'avoir torturé des petits enfants de 3-4 ans, leur arrachant bras ou jambes devant leurs parents pour qu'ils avouent? Qui a donné asile au Shah, refusant obstinément de le livrer aux autorités iraniennes, motivant ainsi la colère du peuple iranien? Bien plus que les otages, c'est leur propre image de marque de puissance impérialiste que les USA veulent sauvegarder. Même battus, ils ne veulent pas s'avouer vaincus. C'est la même logique qui les avait poussés en mai 75, quelques semaines à peine après la victoire du peuple cambodgien, à tenter une opération militaire contre le Cambodge à partir du bateau-espion «Mayaguez», rempli de marines. C'est la logique de l'impérialisme : même affaibli, même vaincu par un peuple, il ne change pas de nature.

Pour la première fois, l'agence Tass a évoqué dans un commentaire la possibilité d'utiliser «l'arme énergétique» contre l'URSS si celle-ci prenait des sanctions contre l'URSS.

L'agence Tass rappelle incidemment que les pays d'Europe de l'est fournissent près de 100 millions de tonnes de produits énergétiques chaque année à l'Europe et au Japon et que, d'ici l'an 2 000, l'URSS devrait livrer 400 milliards de m3 de gaz à l'Europe. De quoi calmer le courage déjà bien mince de nos hommes d'affaires, plus préoccupés de pétrole que d'indépendance européenne...

### Le tiers-monde condamne

Les pays du Tiers Monde ont été nombreux à condamner l'opération américaine en Iran. C'est le cas des pays arabes, qu'il s'agisse de pays aussi différents que l'Algérie, l'Arabie saoudite ou le Koweït (excoptation faite de l'Egypte). Le secrétaire de la Ligue arabe a déclaré : «Le recours du président Carter à une option militaire, alors que l'ONU a pris en charge la recherche d'une solution pacifique, constitue un revirement redoutable qui a transformé les données de la crise irano-américaine et risque de se répercuter sur la paix mondiale et sur les impératifs de la sécurité dans la région arabe.»

La Chine populaire a également condamné l'intervention. Après avoir souhaité que le gouvernement iranien libère les otages, la déclaration chinoise poursuit : «Mais nous considérons également que les sanctions du gouvernement américain contre l'Iran et son opération de sauvetage en violation de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Iran, non seulement sont inutiles à la solution du problème, mais aussi aggravent davantage la situation.»

Et l'agence Chine nouvelle d'ajouter : «Le pire est que les sanctions et la tentative de sauvetage ont créé une situation dont le Kremlin peut profiter pour avancer sa poussée vers les eaux chaudes du Sud.»

### La sœur du Shah et les services secrets israéliens

Tentative d'assassinat du ministre iranien Gotzadegh; l'affaire des otages de Londres; attentats meurtriers en Iran : les coïncidences sont trop troublantes pour qu'on ne se demande pas si les services secrets américains ou ceux d'un pays «ami» des USA ne sont pas mêlés à ces incidents.

Et comme par hasard, on apprend que la sœur du Shah, la redoutable Ashraf, est depuis quelques semaines en Israël. Selon Jeune Afrique, «le gouvernement et ses services secrets ont mis à sa disposition d'énormes facilités pour organiser et entraîner des commandos de quelques centaines d'Iraniens».

Ne sont-ils pas déjà entrés en action contre la république iranienne?

### Au Kremlin, on jubile

Une menace pour la paix mondiale, une bonne aubaine pour Moscou, telles sont aussi les caractéristiques de l'intervention américaine en Iran.

Côté Union soviétique, on a menacé d'intervenir en Iran si les USA tentaient une opération militaire. Côté USA, on n'exclut pas une nouvelle intervention. D'escalade en escalade, jusqu'où ira-t-on?

Attaqué par les USA, dédaigné par l'Europe, l'Iran n'est-il pas poussé à se tourner vers l'URSS pour résister à l'isolement dont l'entourent les puissances occidentales? Voilà en tout cas qui va rendre plus difficile l'application de la politique encore réaffirmée par le président iranien après l'attaque américaine «à savoir

## L'Europe, pas plus loin que le bout de son nez

«La France est disposée à poursuivre ses efforts et, je pense, la Communauté également, en solidarité avec les Etats-Unis, pour la libération des otages détenus en contradiction avec les droits de l'homme et le droit international» (Giscard d'Estaing). «Il y a nécessité absolue de maintenir clairement la solidarité avec les Etats-Unis dans l'affaire des otages» (Simonnet, ministre belge des Affaires étrangères). Même réaction de l'Allemagne de l'Ouest, de la Grande-Bretagne, du Danemark et de la CEE en tant qu'organisme.

En somme, à part quelques exceptions comme le communiqué du gouvernement italien («L'Italie a exprimé en toute circonstance son opposition décidée au recours à la force pour la libération des otages»), la plupart des pays d'Europe se sont abstenus de toute

critique à l'égard de l'intervention militaire américaine. Même si on ne peut pas parler d'alignement sur Washington comme en témoigne la lenteur avec laquelle l'Europe s'est finalement décidée à prendre des sanctions contre l'Iran ou comme le montre le soutien de la CEE aux initiatives de l'ONU, l'actuelle position de l'Europe est inquiétante.

D'abord parce que dans un conflit qui oppose la superpuissance américaine à un pays du Tiers Monde dont la condamnation de l'attaque américaine a été très sévère (cf encadré). Nous aurions préféré que les allégations d'un journaliste américain porta sur un accord secret franco-iranien ne soient pas démenties, ce que s'est empressé de faire le Quai d'Orsay.

Ensuite, cette position dure de l'Europe vis-à-vis de

une politique d'indépendance ne s'appuyant ni sur les superpuissances soviétique ou américaine, ni sur tout autre gouvernement ou pouvoir».

D'autre part, dans le contexte international actuel et moins de 4 mois après l'invasion de l'Afghanistan, l'échec américain prend valeur de symbole, le symbole caricatural de l'affaiblissement des USA : il vient après la chute du Shah, après le Nicaragua, après la défaite américaine face aux 3 peuples vietnamien, cambodgien, laotien, en 1975. Il est encore accentué par les divisions au sein de l'équipe dirigeante comme le montre la démission du Secrétaire d'Etat, Cyrus Vance. Nous nous réjouissons du fiasco américain en Iran. Mais ceci ne saurait faire oublier que pendant ce temps-là, l'armée russe fusille les étudiants de Kaboul ou les résistants des villages afghans!

Alors, par comparaison, le fiasco américain en Iran met en lumière toute la puissance de la nouvelle étoile montante de l'impérialisme, l'Union soviétique. Il faut dire que depuis le début des années 70, Moscou multiplie les offensives militaires contre le Tiers Monde, directement ou par pays interposés, à la même cadence que les USA multiplient les reculs. Rappelons l'Angola, le Zaïre, l'Ethiopie, le Cambodge et dernièrement l'Afghanistan.

Et si le recul américain est bien réel et bien actuel, la défaite historique de l'hégémonie soviétique n'est encore qu'une perspective à long terme, même si elle se trouve déjà partiellement inscrite dès aujourd'hui dans la lutte héroïque des peuples afghan, érythréen, cambodgien...

# Faire payer les riches ... dur, dur !

*Qu'il est difficile de faire payer les riches, même quand on a le bon droit de son côté ! C'est l'expérience que font depuis trois mois les locataires d'un immeuble parisien. Et ils s'en souviendront.*

*Mme Meder est la propriétaire d'un immeuble de quarante appartements dans le Xe arrondissement à Paris. Ce n'est déjà pas mal, côté revenus.*

*Ce n'est pourtant pas tout. Elle a aussi un autre immeuble, des villas à Berck, bref, à l'âge indéfinissable de ceux qui ont passé les soixante-dix ans, elle a de quoi passer, en principe, une retraite paisible et bienveillante...*

*Pourtant, ses locataires du faubourg St Martin en ont une tout autre idée : avare, pire que ça ; «Quand on la voit, on lui donnerait un franc», procédurière, elle attend toujours les procès pour faire les travaux d'entretien qui lui reviennent... et sans cœur : après avoir traité comme un chien le concierge de son immeuble qui vivait dans un taudis insalubre, elle a refusé de payer son enterrement quand il est mort dans le plus profond dénuement.*

*Alors, quand le tribunal du Xe a condamné la propriétaire à payer sans délai 13 millions de centimes de trop-perçu sur loyer, à 11 locataires, tout le monde était ravi. «Elle va enfin payer la vieille». Ce fut même la fête et on arrosa ça comme il se doit. C'était le 18 janvier dernier... et tout le monde avait encore ses illusions*

*Le juge l'avait décidé : «Madame Meder doit payer, même si elle fait appel», il n'y avait donc qu'à attendre le chèque. C'est bien normal, n'est-ce pas, quand un jugement est rendu ? Il est exécutoire.*

*S'il arrive à l'un de nous ou à l'un de nos voisins d'avoir un procès pour facture non payée, aussitôt le jugement rendu, l'huissier arrive qui fait la saisie.*

*Madame Meder, elle, fait dire par son avocat qu'elle a des problèmes d'argent. On sourit. Bien sûr, devoir 13 millions à ses locataires, ce sont des problèmes d'argent... Elle ne veut pas payer. «Bon, pensent les locataires, elle sera bien obligée puisqu'il y a le jugement». Première surprise quinze jours plus tard : pour avoir l'argent, il faut faire une saisie sur compte bancaire, mais pour cette saisie, le jugement ne suffit pas, il faut un nouveau procès. Bizarre cette justice. Les locataires, qui ont déjà avancé plusieurs dizaines de milliers de francs pour faire valoir leur droit sur leur loyer, doivent avancer encore de l'argent pour toucher ce qui leur est dû.*

*Enfin, si près du but, on ne désarme pas. Un nouveau procès a lieu courant mars qui ordonne la saisie du compte. Nouvelle surprise : le compte n'est pas suffisamment approvisionné il ne compte que six millions. Il faudra faire un autre procès, pour une autre saisie, sur immeuble, et déjà l'avocat prévient : «C'est bien plus compliqué...». Incrédulité générale. Mais c'est quoi, notre justice ? On n'était pourtant pas au bout. Quelques jours après, quand tout le monde pensait se distribuer le chèque de six millions, on apprend... que le fisc est passé avant et qu'il a pris quatre millions pour des «retards d'impôt». Alors quoi, c'est un parasite le fisc ? Pas capable de faire son procès tout seul ?*

*Alors, fin avril, c'est fini la fête de la justice et du bon droit. Perdu l'enthousiasme et la confiance. On devient cynique et on accepte un compromis : la propriétaire versera un million par mois jusqu'à la fin de la dette et, pendant ce temps, les 11 locataires concernés ne paieront pas de loyer. Le sel de l'affaire c'est que le million versé par mois correspond à peu près à la somme des loyers des 29 locataires restant de l'immeuble.*

*Alors, la justice égale pour tous ? Je me demande ce qu'en penserait cette femme qui s'est retrouvée en prison il y a quelques années pour un chèque sans provision de 70,00 F ? Non seulement madame Meder n'a eu ni amende ni condamnation pour avoir escroqué ses locataires pendant des années en leur demandant un loyer illégal - elle n'a été condamnée à rembourser que le trop-perçu ! - mais à la fin, elle peut encore imposer son choix quant au mode de remboursement...*

## En savoir plus...

«PLOGOFF LA REVOLTE» écrit par un journaliste de Ouest-France. Editions Le Signor, BP 23, 29115 Le Guilvinec. Tel : 16.(98).58.12.37. Prix approximatif : 38 F

# En route

Les congés payés approchent, leurs bénéficiaires — ils ne représentent pas la quasi totalité de la population, loin s'en faut — songent sérieusement à leurs vacances.

La dureté de la vie ne va pas s'adoucir subitement pendant les mois d'été, aussi cette année plus que toutes les autres va-t-il falloir compter et recompter, racler les fonds de tiroir pour pouvoir s'aérer un peu.

Voici quelques petites indications qui, nous l'espérons, vous aideront dans votre choix.

En premier lieu, le moyen de locomotion.

La voiture ? Malgré les successives augmentations du prix de l'essence, elle est sans conteste le moyen de transport le moins cher pour les familles nombreuses. Cependant, il vaut mieux emprunter des petites routes que l'autoroute. Ce n'est qu'au moment de payer qu'on connaît le prix exact du péage ! sans compter qu'un pépin sur autoroute risque fort de compromettre votre budget vacances. Les prix des dépannages sur autoroute sont fort élevés bien que soumis à une tarification préfectorale. De plus, ils augmentent de 25% le samedi, le dimanche, les jours fériés et de 18 heures à 8 heures du matin.

A longueur de chaîne de télévision un gamin nous vante les nouvelles réductions de la SNCF. En fait, elles constituent un recul par rapport aux précédentes. Rappelons-les néanmoins, peut-être rencontrerez-vous un créneau intéressant pour votre cas. La réduction «congés payés» est inchangée. Les autres obéissent à un découpage des départs en périodes creuses — jours

bleus, en période d'assez forte fréquentation — jours blancs — en grands départs — jours rouges.

Un couple peut bénéficier du tarif couple — 50% de réduction — s'il voyage en période bleue. Un couple et un enfant bénéficient du tarif famille — 50% de réduction — s'ils voyagent en période bleue ou blanche. Les femmes de plus de 60 ans et les hommes de plus de 65 ans, de 50% de réduction (carte vermeil) s'ils voyagent en période bleue ou blanche.

Le tarif séjour est accordé — 50% de réduction — à n'importe qui s'il voyage en période bleue et parcourt au moins 1000 km.

Les réductions proposées par les compagnies aériennes offrent un choix encore plus complexe entre les tarifs excursions, Apex, jeunes, stand by, nuit et charters ; le plus avantageux ne saute pas forcément aux yeux.

Le voyage n'est pas tout, il reste le séjour.

Si vous avez l'intention de louer une maison, le mieux pour ce faire est de vous adresser au syndicat d'initiative de la ville de votre choix, qui vous transmettra une liste de maisons, soit louées par des agences immobilières, soit par des professionnels, soit occasionnels. Un conseil : lors des tractations, éviter de verser des acomptes, avancer plutôt des arrhes. La raison en est fort simple ; si vous avez versé des acomptes et que vous vous déditez, non seulement vous ne retrouverez pas vos acomptes, mais le loueur a le droit d'exiger la totalité du loyer. Avec les arrhes, si vous vous déditez, vous abandonnez seulement l'argent versé, si c'est le loueur qui se dédit, il est obligé de vous rembourser le double de vos arrhes.

Depuis quelques années, une nouvelle forme de séjour, les gîtes ruraux, prend son essor ; c'est une forme de vacances, à mon avis, à exploiter. Pour tout renseignement, vous vous adressez à la Fédération nationale des gîtes ruraux, Maison du tourisme vert, 35 rue de Godot de Mauroy, 75009 Paris.

Il reste bien sûr le camping. Les terrains sont classés en quatre catégories. Leurs normes, établies en 68, ont été modifiées en 76 ; c'est ainsi que normalement un camping d'une étoile ou de deux étoiles doit vous offrir un emplacement d'au moins 90m<sup>2</sup>, un de trois étoiles de 95m<sup>2</sup>, un de quatre étoiles de 100m<sup>2</sup>. Des normes à leur application, il y a un monde, ainsi il est coutumier que des campings situés au bord de la mer, en août, comptent jusqu'à 600% de suroccupation ! Enfin en 79, les prix des campings — homologués en 76 — ont été libérés. Résultat : vous risquez de payer très cher pour dormir sur une demi-fesse !

Mais il y a d'autres formes de camping, le camping dit sauvage, en fait libre, tout à fait autorisé en France à condition d'obtenir l'accord du propriétaire du terrain.

Enfin, le camping à la ferme ainsi que les aires naturelles de camping offrent, à mon sens, les plus grands avantages. Les réglementations en vigueur limitent le nombre de tentes, caravanes à 6 pour le camping à la ferme, à 25 pour les aires naturelles, sans compter qu'avec ces dernières on bénéficie de 400m<sup>2</sup> de terrain, tout en garantissant un minimum de confort.

Pour tout autre renseignement, vous pouvez vous adresser à la Fédération française de camping et de caravaning, 78 rue de Rivoli, 75008 Paris.

Nathalie VILLOTIERS

## FLASH-ECONOMIE

- Alimentation et informatique : ça restructure
- Automobile : dégraissage US et coopération européenne
- Essence : ajoutez 7 centimes

**L**a General Occidental, 3e trust alimentaire français, cède à BSN-Gervais-Danone toutes ses filiales alimentaires françaises (moutardes Amora, pâtisseries Vendamme, confiserie La Pie qui chante, etc.). Son objectif : se spécialiser dans la distribution alimentaire et conquérir les marchés étrangers ; extension vers la côte ouest des USA, entrée dans le marché sud-américain... Dans le même temps, la banque du trust, fusionnée en 79 avec la SOFINEX du Crédit Lyonnais, lance ses tentacules dans les domaines les plus divers : après la presse (L'Express et Le Now anglais) c'est au tour du pétrole, par le biais de sa filiale qui possède une concession pour la recherche pétrolière et minérale de 500 000 hectares au Guatemala.

De son côté, BSN-Gervais-Danone renforce par cet achat son secteur alimentaire et se désengage dans le verre. Désengagement qui se traduit depuis 5 ans par une large restructuration entraînant la suppression de 8 000 emplois...

**S**aint-Gobain-Pont-à-Mousson après avoir racheté à la Compagnie générale électrique ses 20% de CII-Honeywell Bull, vient de prendre une partici-

pation de 20% également dans le trust italien Olivetti. Objectif : réaliser 40% de son chiffre d'affaires dans l'informatique en 1985.

**C**hrysler-Corporation, troisième trust US de l'automobile, a annoncé de nouvelles suppressions d'emploi. Après la mise en chômage de 42 400 ouvriers pour une durée indéterminée et le licenciement depuis janvier de 8 500 travailleurs, Chrysler Corporation va mettre en chômage 6 900 travailleurs.

Six trusts d'Europe ont signé un accord portant sur la recherche fondamentale dans le domaine de l'automobile. Il s'agit de British-Leyland, Fiat, PSA-Peugeot-Citroën, Renault-Volkswagen et Volvo. Leur but est de renforcer la recherche afin de faire face aux trusts américains et japonais.

Parallèlement, la course effrénée aux marchés entre eux continue et Peugeot signe un accord de coopération avec la firme indienne Mahinda et Mahinda. En vertu de cet accord, le trust indien produira un moteur diesel Peugeot destiné à équiper les jeeps indiennes. L'enjeu apparaît d'importance lorsqu'on sait que le gouvernement indien cherche également un partenaire étranger pour étudier un projet de fabrication d'une voiture indienne.

**L**es prix des produits pétroliers sont relevés de 7 centimes le litre. Sont particulièrement touchés les travailleurs qui se chauffent au fuel et les petits paysans qui l'utilisent pour leur tracteur.

En effet, le fuel atteint depuis 1974 la hausse record de 78,9%. Cette nouvelle hausse serait paraît-il la conséquence de celle décidée le 22 février dernier par les pays du Golfe. En fait, l'augmentation — légitime — des pays producteurs a pour but de compenser la perte de leurs revenus provenant de la vente en dollars dont la dépréciation monétaire va croissant. Et Giscard-Barre ont décidé une révision systématique des prix des produits pétroliers (à la hausse, s'entend) tous les deux mois, au regard du cours du dollar. Cette revalorisation permet de substantielles recettes pour l'Etat et les trusts pétroliers — en moyenne, 6 fois plus que les producteurs. Par exemple, l'Etat empoche sur le super 57% grâce aux taxes. Quant aux trusts, ils se portent bien.

La Compagnie française des Pétroles a encaissé en 1979 un bénéfice net en hausse de 265% (971 millions de francs contre 266 en 1978) et Elf-Aquitaine un bénéfice net de 6 milliards de francs contre 2 milliards en 1978.

# Les années 80 vues par le PS

## Quelques réflexions sur le Projet socialiste

Il y a quelques semaines, le PS a rendu public un gros livre de 370 pages : *Le Projet socialiste pour la France des années 80*. Après la rupture de l'Union de la gauche, ce texte constitue le recueil des grandes orientations politiques que le Parti socialiste propose pour la décennie qui vient de s'ouvrir.

Il ne s'agit pas ici de prétendre traiter l'ensemble des questions abordées dans ce texte. Il ne s'agit que de premières réflexions suscitées par la lecture de ce Projet.

Une chose d'abord frappe : la phraséologie, le bavardage. Mais passons sur ce verbiage pour indiquer à quelle lumière nous lisons ce texte. Cet ouvrage est plein de promesses qui pourraient être alléchantes. Mais que valent des promesses si on ne les met pas en rapport avec la pratique réelle de ceux qui les font ? Le Parti socialiste est atteint d'amnésie et son Projet socialiste est sans passé. Ignorées les longues années passées au pouvoir par la SFIO, ignorés les nombreux ministères de François Mitterrand sous la IVe République. Ce n'est pas en lisant le Projet socialiste que l'on saura ce que sont des ministres socialistes qui ont dirigé les guerres coloniales en Indochine, en Algérie. La IVe République est allégrement passée sous silence avec son cortège de répressions anti-ouvrières et de massacres coloniaux. Ce passé non autocritiqué relativise énormément les proclamations faites aujourd'hui. En ce temps là déjà, Guy Mollet avait la lutte de classes à la bouche et se réclamait lui aussi du marxisme. On nous dira peut-être : les socialistes d'aujourd'hui ne sont plus les mé-

mes. Disons tout de suite que nous savons distinguer la grande masse des adhérents du PS et que nous ne leur reprocherons pas ce passé. Mais enfin : il y a à la tête du PS des hommes qui furent parmi les responsables de la politique passée de la SFIO. N'est-ce pas, Mr François Mitterrand ? Le premier secrétaire du PS ne pourra faire oublier qu'il fut le Garde des sceaux d'un gouvernement qui faisait exécuter les patriotes algériens. Par ailleurs, et pour cause, ce passé n'a pas fait l'objet de la moindre autocritique de la part du PS. Qu'en conclure d'autre si ce n'est que ce passé n'est pas regretté ?

Voici donc à quelle lumière nous lisons le Projet du PS. C'est là ce qui nous fait rechercher, au-delà des envolées verbales, leur traduction concrète.

La même distance apparaît quand on compare les proclamations actuelles de solidarité avec le Tiers Monde et la récente prise de position de Mitterrand en faveur de l'intervention américaine contre l'Iran, allant jusqu'à dire qu'il agirait de même s'il était à la place de Carter.

### On prend les mêmes ... et on recommence

S'il est une question qui permet de mettre en rapport les buts proclamés et la pratique : c'est celle de l'Etat. L'Etat est en effet l'instrument par lequel une politique est mise en œuvre.

Cette vérité est reconnue par le Projet qui déclare : « Nous savons que l'Etat dont nous hériterons ne sera pas immédiatement transformé et ne deviendra pas ipso facto un Etat démocratique. Nous entendons à la fois délimiter et réduire ses compétences et en faire l'outil de la volonté populaire ». On peut également lire : « Au-delà de l'administration économique, cette transformation et cette démocratisation devront s'appliquer à toutes les composantes de l'appareil d'Etat et en particulier à celles qui sont aujourd'hui l'instrument de la répression sociale. Pour que la justice ne soit plus une justice de classe, pour que la police cesse d'être tournée contre les travailleurs... de profondes transformations sont nécessaires ». Très bien ! Mais dès qu'il s'agit de voir comment concrètement s'opère cette « transformation », c'est une autre affaire. Prenons justement l'exemple de la justice et de la police.

« Le rôle de la justice sera fondamental dans la construction du socialisme » nous dit-on. Mais il n'est évidemment pas question de dissoudre les tribunaux et l'appareil judiciaire exist-

tant pour mettre en place un nouveau système judiciaire émanant des travailleurs. Non, on garde l'ancien avec ses juges formés dans la répression du peuple, simplement on parle de « démocratiser le recrutement ». Demain donc, le socialisme se ferait avec ceux qui aujourd'hui envoient en prison pour un chèque sans provision...

Quant à la police, voici ce qu'on nous dit : « ... La police doit être rendue à sa fonction « républicaine » qui est de protéger la liberté et d'assurer la sécurité des citoyens ». Là encore, il n'est pas question de dissoudre l'appareil policier existant : on prend les mêmes et on « démocratise ». Bien entendu, on ne nous dit pas ce qu'on fera par exemple des CRS. Avez-vous déjà imaginé une seconde les CRS défendant les intérêts des travailleurs ?

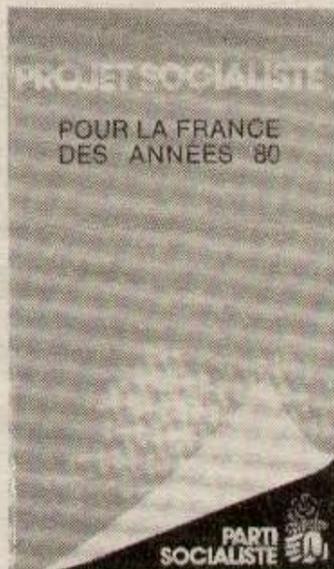
Quant à l'armée, même discrétion. Au PS, on n'aime pas les problèmes gênants. Les grandes phrases sur le socialisme, ça ne coûte rien. On gardera donc l'armée telle qu'elle est, avec ses cadres éduqués dans l'esprit des guerres coloniales.

Le socialisme façon PS se fera sans remise en cause fondamentale des instruments par lesquels la bourgeoisie exerce sa domination sur les travailleurs. Nous voilà revenus sur terre, quittés les nuages du Projet.

### Une économie non dominante ?

Le projet du PS proclame sa volonté de promouvoir une économie ni dominante ni dominée.

« Les socialistes entendent remettre en cause l'échange inégal avec les pays en voie de développe-



ment... ». Volonté fort louable. Et nous sommes là au cœur d'une question essentielle. Pays impérialiste, la France exploite, pille les ressources et la main d'œuvre de différents pays du Tiers Monde. Le socialisme ne saurait exister sans remise en cause de cette caractéristique.

Que propose le PS ? « Des accords d'Etat à Etat et une large coopération technique et culturelle » ... « la revalorisation des prix des produits de base freinera le gaspillage des matières premières en provenance des pays du Tiers Monde. Il y a là un phénomène inéluctable et d'ailleurs légitime qui stimulera la recherche et l'activité industrielle ».

Il y a là, de façon verbale une démarche de dialogue avec le Tiers Monde et c'est quelque chose de positif. Mais on ne voit nulle part trace de remise en cause de la domination impérialiste française là où elle s'exerce.

Très concrètement, par exemple, le silence est observé sur l'avenir réservé aux entreprises françaises qui sont installées dans les pays du Tiers Monde pour en piller les ressources et la main d'œuvre.

Que fera-t-on des usines installées, par exemple, par la multinationale Renault en Amérique latine ? Il n'y a évidemment aucun engagement à restituer aux pays et aux peuples concernés les usines, les exploitations installées sur leur sol. Là encore, on prend les choses telles qu'elles sont et on continue.

Pour ce qui concerne l'Afrique, où les intérêts français sont encore puissants, le Projet écrit : « Avec les gouvernements africains, tous les accords de coopération militaires doivent être renégociés. Ils stipuleront expressément que l'assistance militaire ne pourra être demandée et obtenue que dans le cas d'une agression extérieure contre ces Etats ».

Comme on le voit, le Projet socialiste se réserve toujours le droit d'intervenir en Afrique. Comme il dit : « Les liens historiques qui nous unissent à l'Afrique font des peuples de ce continent des partenaires privilégiés... ».

On notera l'absence de tout engagement à démanteler les bases militaires françaises en Afrique et de rapatrier les troupes y stationnant.

### Déclin de la France ?

Le projet socialiste reprend pratiquement la thèse du PCF sur le déclin de la France. On peut y lire notamment : « Le pouvoir de la classe dirigeante se paye d'une allégeance extérieure de plus en plus manifeste... La construction de l'Europe implique une France forte et responsable. Le déséquilibre économique et monétaire croissant entre la France et l'Allemagne fédérale auquel conduit la politique giscardienne de soumission au capitalisme multinational constitue un danger pour l'avenir de la construction européenne elle-même... la crise actuelle tend à faire de la France une filiale des Etats-Unis d'Amérique ». De tels points de vue ne correspondent pas aux réalités. Il suffit d'examiner la situation actuelle, par exemple dans le secteur de l'industrie automobile pour s'en convaincre. Tandis que les monopoles de l'industrie automobile américaine traversent actuellement une grave crise d'adaptation, les monopoles français profitent de la situation pour renforcer leurs positions dans différentes régions du monde et notamment aux USA. Les monopoles

capitalistes français cherchent à occuper des positions dominantes dans certains secteurs. En dissimulant cela, on crée les conditions destinées à prôner un consensus entre exploités et exploités au nom de « l'intérêt national ».

Le projet socialiste, au nom de la lutte contre ce prétendu déclin déclare : « L'industrie française doit être puissante et diversifiée, capable de couvrir l'essentiel des besoins exprimés sur le marché intérieur et d'occuper un certain nombre de positions fortes sur le marché international... il est urgent de réduire la pénétration abusive sur notre marché de certaines productions en provenance de nos grands concurrents industriels, en investissant dans ces secteurs pour les rendre compétitifs ». Ainsi, le but est clair : il s'agit de permettre aux monopoles français de renforcer leurs positions dans la concurrence internationale.

Et si la réalité du Projet n'était autre que, derrière la phraséologie sur le socialisme, de rechercher les conditions d'un consensus pour renforcer les positions de l'impérialisme français ?

### Quels rapports avec l'URSS ?

On est frappé à la lecture du Projet socialiste, par la volonté évidente de conciliation envers l'URSS en dépit d'une condamnation de l'invasion de l'Afghanistan. Non seulement le danger que fait peser l'URSS sur la paix mondiale est absent, mais à plusieurs reprises la volonté de collaboration avec l'URSS est affirmée avec force : « le rôle capital joué par l'Union soviétique dans l'équilibre international nous conduit à développer une politique d'amitié avec elle... nous rechercherons avec l'Union soviétique de nouvelles possibilités de coopération. Le développement des échanges franco-soviétiques sera un des objectifs de la politique de coexistence à laquelle la différence des systèmes économiques et sociaux ne doit pas faire obstacle... De l'ouest à l'est il existe des complémentarités puissantes. Elles doivent être exploitées et développées... La tradition de l'amitié franco-soviétique — et même auparavant de l'alliance franco-russe — est une constante de notre diplomatie. Nos deux peuples sont également attachés au maintien des frontières héritées de la deuxième guerre mondiale et au respect pour l'Allemagne des obligations qui découlent des traités et qui lui interdisent d'avoir accès à l'arme nucléaire. Ces convergences doivent permettre de fonder sur des bases solides l'avenir pacifique de notre continent en dehors de toute hégémonie quelle qu'elle soit ».

Ces proclamations tournent le dos à une véritable défense de la paix. Face à l'URSS qui, aujourd'hui, renforce son expansion mondiale et se livre en ce moment même à l'occupation de l'Afghanistan, elles ne peuvent que lui servir d'encouragement à aller plus loin. Elles reflètent de très graves illusions au sujet de la véritable nature de l'URSS ac-

tuelle. Par contre, on note à plusieurs reprises une attitude ambiguë à l'égard de la Chine. C'est ainsi qu'on lit : « L'intérêt de tous les peuples est de refuser d'entrer dans une stratégie périlleuse qui consisterait à prêter la main à l'armement de la Chine contre l'URSS... L'idée d'armer la Chine dans une perspective d'encercllement de l'URSS après le récent rapprochement sino-japon-américain, serait une erreur grave pour les pays d'Europe ». On croit rêver ! L'URSS envahit l'Afghanistan, soutient l'invasion du Cambodge, mène la guerre en Erythrée, et l'on met en garde contre un encercllement de l'URSS. Mais qui veut encercler qui ?

On peut lire également : « On peut aujourd'hui se demander si le communisme chinois, après avoir abondamment dénoncé les deux superpuissances n'est pas tenté de développer à son tour une volonté d'hégémonie ». Quels faits permettent d'émettre une telle hypothèse ? Sous prétexte de refuser un prétendu encercllement de l'URSS, le Projet socialiste tourne le dos à une coopération déterminée avec la Chine. Prétendant faire face à la décennie 80, le Projet socialiste en ignore un des enjeux essentiels : la lutte contre les préparatifs de guerre de l'URSS. Il sous-estime très gravement la menace qu'elle constitue. C'est ainsi qu'on peut lire : « Aucun socialiste ne méconnaît que si l'Union soviétique mesure à ses propres intérêts d'Etat et à sa politique de grande puissance son soutien aux luttes de libération du Tiers Monde, l'impérialisme, par nature, s'y oppose sans exception ». Ce qu'on oublie de dire, c'est que quand l'URSS soutient une lutte de libération contre un impérialisme occidental, c'est avec l'espoir de prendre sa place.

### D'autres aspects

On ne saurait parler du Projet socialiste sans mentionner certains aspects positifs se situant sur l'arrière-fond que nous avons examiné. Il y a en effet dans le Projet socialiste certaines propositions de réformes qui, si elles étaient effectivement mises en œuvre, constitueraient des pas en avant pour les travailleurs.

C'est ainsi, pour ne prendre que cet exemple, qu'il préconise le droit de vote et d'éligibilité pour

les travailleurs immigrés au niveau municipal et départemental. Certes, cela reste limitatif car à nos yeux les travailleurs immigrés devraient avoir les mêmes droits que les français, mais cela n'en constituerait pas moins un acquis important par rapport à la négation totale des droits des travailleurs immigrés qui règne actuellement. Et si l'on disait : chiche !

Pierre BURNAND

## Josip Broz Tito

# La passion de l'indépendance

*Indomptable devant les nazis, intransigeant devant l'URSS, figure historique et, jusqu'à son dernier souffle, leader des non-alignés. Si Josip Broz, fils de pauvres paysans croates, laisse quelque chose aux hommes de son temps, c'est bien la passion de l'indépendance.*

Dans la situation internationale troublée que nous connaissons aujourd'hui, la question de l'avenir de la Yougoslavie est une question que beaucoup se posent.

L'histoire de la Yougoslavie est complexe, tourmentée, les peuples qui l'habitent sont divers et s'expriment dans une dizaine de langues. Officiellement, elle n'existe que depuis le 1er décembre 1918 par l'unification de trois États (Tito a alors déjà 26 ans!). En fait, les peuples qui l'ont habitée antérieurement ont été touchés par les vieilles civilisations européennes, telles que grecque et romaine. Ils n'ont cessé de s'opposer aux invasions successives de leurs voisins les plus puissants (Turcs, l'empire des Habsbourg, la République de Venise...) et chaque région a connu un type différent d'occupation. Le nom officiel du pays devient «Yougoslavie», le 6 janvier 1929.

C'est au cours de la guerre antifasciste que le peuple yougosla-

vo écrira une des plus belles pages de son histoire. Le Parti communiste de Yougoslavie, avec à sa tête depuis 1937 Josip Broz dit Tito, guidera le peuple à la victoire et proclamera le 29 novembre 1945 l'instauration de la République fédérative populaire de Yougoslavie.

### DE GRANDES TRADITIONS DE RESISTANCE

Mais les années qui suivirent vont également être très dures car de profondes contradictions vont alors se développer avec les autres pays socialistes et partis communistes. Sous la direction du Parti communiste de l'URSS, le Kominform va l'exclure de ses rangs en 1948 pour «nationalisme», se plaignant aussi que les conseillers soviétiques à Belgrade n'étaient pas traités amicalement.

Auparavant, à plusieurs reprises, des contradictions étaient

apparues dans la conduite de la guerre de libération et des alliances dans le gouvernement à instaurer. Elles avaient pu être momentanément résolues. Les Yougoslaves défendaient farouchement leur indépendance.

«Nous voulons que chacun, soit maître chez soi : nous ne voulons pas payer les factures des autres, être mêlés à des politiques de sphères ou d'intérêts» avait déclaré Tito quelques semaines après la fin de la guerre. Tito et le comité central du PCY se défendent des accusations de traître, espion, assassin, chien courant de l'impérialisme... Les contradictions s'accroissent.

### UNE POLITIQUE EXTERIEURE NON ALIGNEE

Face à cette situation, la politique extérieure de la Yougoslavie connaît une nouvelle orientation dès juillet 1949. Isolée, elle souhaite développer ses échanges économiques avec plusieurs pays occidentaux. Elle établit aussi des liens avec de nombreux pays d'Afrique et d'Asie. Elle pose des jalons de ce qui va devenir le «Mouvement des non-alignés», au fur et à mesure où ces pays secouant le joug colonial, acquièrent leur indépendance politique. En même temps, elle estime hautement le rôle de l'ONU, les principes de sa Charte et la considère comme l'instrument irremplaçable de la coopération internationale.

A partir de 1952, Tito est l'initiateur de la mise en place du système d'autogestion dans les entreprises, qui se généralisera avec la Constitution de 1953. Il dit vouloir donner ainsi un visage démocratique et humain au socialisme.

C'est à la même période que le PCY se transforme en «Ligue des communistes de Yougoslavie». Au 6ème Congrès, en novembre 1952, Tito déclare que «Le rôle du Parti aujourd'hui n'est pas de commander : il ne doit pas se mêler de tout comme un arbitre suprême... son principal rôle est de diriger l'éducation idéologique, de veiller à ce que la société socialiste se développe de manière naturelle.»

A partir de 1954, les relations avec l'URSS seront rétablies et vont se normaliser. Une nouvelle crise éclatera à propos de l'appréciation des événements de Hongrie en 1956. Toutefois, Tito réaffirme son opposition à la formation et au développement des blocs. Il a comme ligne de conduite «la coexistence pacifique» entre tous les pays, quel que soit leur régime. La Yougos-

lavie renforce encore ses liens avec les autres pays.

Les efforts yougoslaves aboutissent en 1961 à la réunion de la première grande conférence internationale des non-alignés, qui a lieu à Belgrade. Mouvement qui va connaître pendant plus d'une dizaine d'années un développement considérable.

Ainsi la Yougoslavie occupe une place de premier plan dans la lutte contre l'hégémonie des deux superpuissances. C'est le point principal de sa politique extérieure et largement positif. Par ailleurs, elle cherche à maintenir une position d'équilibre, ne voulant pas rompre avec l'URSS à laquelle elle est surtout liée du point de vue économique.

### UN PEUPLE MOBILISE POUR FAIRE FACE A TOUTE TENTATIVE D'AGRESSION

Après la mort de Tito, qu'en sera-t-il de l'unité des diverses nationalités qu'il a réussi à main-

tenir? Il n'y a pas si longtemps, la Bulgarie relançait sa vieille revendication territoriale sur la Macédoine. Or, la Bulgarie est la tête de pont de l'URSS dans la région et pourrait bien monter des provocations frontalières à propos de cette question. Elle pourrait relancer un conflit dans cette région stratégique des Balkans, qui fut déjà le lieu du déclenchement de la première guerre mondiale. Sans compter que l'URSS ne veut pas d'une Yougoslavie indépendante des deux blocs et dont le prestige auprès du Tiers Monde est immense; elle voudrait la faire revenir dans le bloc pro-soviétique. Mais depuis longtemps en Yougoslavie, un système de défense est installé et le peuple est mobilisé pour faire face à toute agression et buter dehors les envahisseurs. «La Yougoslavie serait une noix dure à croquer», disait Tito. Même si sa succession pose des difficultés, qu'on se le tienne pour dit.

Claude LEBRUN



«La Yougoslavie saura défendre son indépendance» déclare Tito le 23 août 1968, deux jours après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes russes.



Cofondateurs du Mouvement des non-alignés, Tito et Nasser au Caire en 1959.